

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Algérie :
tisser la paix

Algérie : tisser la paix

Huit défis
pour demain ;
mémoire de la
rencontre
« Algérie demain »
à Montpellier
(avril 1996)

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Pierre Calame. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans sept domaines : environnement et avenir de la planète, rencontre des cultures, innovation et changement social, rapports entre État et Société, agricultures paysannes, lutte contre l'exclusion sociale, construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, propose un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.

© La librairie FPH 1996

Série DOSSIERS POUR UN DÉBAT, n° 63

(Voir en fin d'ouvrage la liste des « Dossiers pour un débat » déjà parus.)

Diffusion : La librairie FPH, 38 rue Saint-Sabin, 75011 PARIS

Maquette de couverture : Vincent Collin.

Graphisme et mise en page : Madeleine Racimor.

SOMMAIRE

Prologue	7
Introduction	9
Premiers constats	13
Huit défis pour la paix	19
1. L'école	21
2.Redonner des perspectives aux jeunes	27
3. Une société d'échange et d'ouverture	31
4. Famille et transmission des valeurs	39
5. Mémoire et identité	39
6. Redéfinir l'État	47
7. Construire la société civile	47
8. Former les « élites »	47
Envoi : dissoudre la méfiance	55

En ce printemps 1996, l'Algérie, « aimée et souffrante », cherche la paix. Un peuple jeune attend, espère, se mobilise ; de multiples « forces de vie » sont engagées dans cette dynamique : de la violence à une paix durable.

Avril 1996 : une rencontre intitulée ALGÉRIE DEMAIN. Pendant quatre jours, quarante personnes se réunissent au calme, pour s'écouter les uns les autres, et nommer les percées d'espérance repérées ici et là, alors que le terrorisme continue de frapper, et avec quelle violence !¹

Un seul objectif : **identifier les défis** qui se posent à l'Algérie, en vue d'éventuelles « stratégies de paix ». Rencontre soutenue par la Fondation pour le progrès de l'Homme qui, depuis près de huit ans, s'efforce de réunir les rudiments d'un *art de la paix*, à travers des expériences humaines variées, aux quatre coins du monde : Éthiopie, Colombie, Rwanda, Brésil, Palestine, Viêt-Nam, etc. Aujourd'hui, l'Algérie...

Le texte qui suit présente quelques échos de cette rencontre et invite à entrer dans cette construction d'un art de la paix, et, — qui sait ? — à reproduire de telles rencontres ?

Fiche d'identité de la rencontre

Quarante participants,
vivant en Algérie et en France
Algériens et Européens,
femmes et hommes,
de cultures musulmane, chrétienne et juive,
agnostiques et croyants,
libéraux et marxistes...
et
agronome, architecte, avocat, chercheur,
documentaliste, économiste, écrivain,
enseignant, ingénieur, journaliste,
médecin, poète, psychiatre, religieux,
retraité, sociologue, secrétaire, urbaniste
... et membres d'associations.

« *Il y a deux sortes de temps : il y a le temps qui attend, et le temps qui espère* ».

Jacques Brel

1. La veille de la rencontre a été connu l'enlèvement des sept religieux de Tbhirine.

L'ALGÉRIE DEMAIN : elle me manque terriblement aujourd'hui ! Ces fragments de demain éparpillés clignent de l'œil malignement pour attiser mon espérance. Je veux voir demain, tel un rideau épais tissé de lumière et de fraternité, recouvrir les charniers, aérer les mémoires meurtries. Mémoire d'une Algérie chaleureuse où les hommes appellent les femmes Khti, Mma sonorités de tendresse auxquelles répondent en échos croisés Khouya, Bba. Immense famille au regard de braise...

Je regrette presque tout, aujourd'hui que l'Algérie tout entière semble avoir été escamotée. je regrette violemment cet acharnement à déraciner, ce besoin de détruire et cette soif de régir. Je regrette « dans » tout mon être, de toutes mes racines de refus, ces mille étincelles de folie qui se sont soudées pour « faire » la haine de tout un peuple.

L'un des boulets les plus pesants est celui du mépris : mépris pour celui qui ne veut pas « suivre », pour celui qui ne « ressemble » pas, pour celui qui refuse le parrainage de quelque nature qu'il soit. Parrainage d'une idéologie, d'un clan... Le malheur le plus grand des Algériens c'est de vouloir dessiner des projets sans l'avis des autres, et de les réaliser en l'absence des autres...

.....

Ce que je crains, c'est de tomber dans le piège « manchariste » destructeur et vindicatif. (Le mancharisme — de « manchar » = scie —, est un sport national qui veut, comme dit le dicton, que « tout est critiquable sauf ma mère et Dieu » !).

.....

Pied-noir j'ai retrouvé l'Algérie en 1975, alors que la croyais perdue pour moi... Elle m'a accueillie comme l'enfant prodigue et c'était le bonheur. J'ai découvert que je faisais partie de ce peuple et que j'avais besoin de lui comme il avait besoin de moi. De multiples témoignages d'amis Algériens m'ont fait comprendre que j'étais une composante de leur mémoire...

.....

J'ai envie de découvrir celles et ceux dont les trajectoires brisées traduisent ce que l'Algérie a produit comme impasses, refus, dogmes et enfermements... J'ai envie de découvrir les convergences d'espoirs et de certitudes. Celle de l'impossible mort d'une Algérie solidaire, chaleureuse, spontanée et désintéressée... J'ai envie de paroles inattendues, et dont je connais pourtant la force pulsionnelle... J'attends de voir ce que notre échange de paroles et d'émotions, nos remises en cause peuvent ouvrir comme rais de lumière.

.....

INTRODUCTION

Le premier défi était celui de la **parole** : réunir quarante personnes qui-savent-parler, — femmes et hommes de cette culture méditerranéenne de tradition orale et qui-savent-parler-de-l'Algérie et de son drame, des impasses et des responsabilités, des issues et des attentes... Un sujet sur lequel il y a aujourd'hui des masses de discours, des tonnes de paroles pour convaincre ou soliloquer, réciter, enseigner, l'emporter sur l'autre : cours magistral et langue de bois, comment les éviter ? Ces quarante personnes sauront-elles **se parler** — c'est-à-dire **s'écouter**, sans enjeu de pouvoir, sans enjeu de convaincre ? Cette démarche serait déjà, en elle-même, une pratique de construction de la paix, une avancée vers des stratégies possibles...

C'est d'abord cette démarche que tente de décrire ce document. Seule règle de la rencontre : le parti-pris de la confiance, pour reconstituer ce couple moteur, la parole et l'écoute, *l'écoute mutuelle d'une parole plurielle*. Car la guerre est déjà là lorsque la parole ne circule plus et que l'on n'est plus capable d'entendre des points de vue différents...

Chaque participant, individuellement, était invité à dire : « *à partir de ma situation, de ma pratique, de mes engagements, de mon domaine de compétence, etc., à partir de mes rêves et de mes convictions... bref de mon « point-de-vue », voilà les quelques défis essentiels à relever aujourd'hui dans une stratégie de reconstruction de la société algérienne* ».

Ensuite, collectivement mais de façon plurielle, identifier ces défis et esquisser quelques éléments de stratégie de paix pour aujourd'hui, et dire : « *voilà comment on voudrait reconstruire l'Algérie !* ».

Les pages qui suivent entendent restituer ce qui a été *dit* et comment cela a été *écouté*, la démarche et la diversité des pistes entrevues :

- une nette convergence pour identifier les défis,
- une pluralité d'analyses et de propositions, qu'elles soient unanimes, minoritaires ou même l'expression d'un seul, ou qu'elles aient évolué au cours même de la rencontre...

A côté des *paroles échangées*, la rencontre s'enrichit également des *écrits* des participants, envoyés avant la session ou rédigés à vif au cours des échanges, « **paroles vivantes pour en savoir plus** », dont des extraits sont reproduits ici.

Algérie demain

Il s'agit de travailler sur l'avenir, dans une tension féconde pour penser l'Algérie de demain, Le constat est facile, en effet : dans les situations de conflit, toute l'énergie est tendue vers la fin du conflit, il faut l'emporter

Lorsque j'ai vu, tout à l'heure écrire les mots « école », « famille », « société », cela m'a rappelé mon prof de maths, quand j'étais au lycée : il se levait de son bureau, prenait sa craie et se tournait vers nous en disant : « Supposons le problème résolu ! ». J'ai l'impression que c'est ce que nous sommes en train de faire ! Nous parlons de demain, de « l'Algérie de demain » et même d'après-demain... mais il s'agit d'aujourd'hui ! Certains ont dû quitter l'Algérie, d'autres s'y cachent et vivent dans une espèce de terreur, couchant ici ou là... la question essentielle c'est : « comment faire pour arriver à la PAIX, la paix maintenant ! »... L'homme de la rue, le citoyen moyen, l'ouvrier qui va à l'usine tous les matins, le fellah qui va à son champ tous les matins... Qu'est-ce qu'il demande, lui ? — la paix le plus vite possible. Or nous sommes en train de parler de constructions pour après-la-paix. La question urgente c'est : comment faire pour revenir à la paix ? Qu'est-ce que nous proposons, les uns et les autres pour revenir à la paix ?

.....

Des parlottes d'intellectuels qui ne servent à rien, ce serait justement si nous nous étions réunis pour nous dire : pourquoi en est-on arrivés là ? et qu'est-ce qu'il faut faire pour arrêter la guerre ? Ce n'est pas nous, ici, un petit groupe qui pouvons « arrêter la guerre »... mais ce que nous pouvons et devons faire (c'est la règle du jeu de cette rencontre) c'est de travailler sur le difficile de la paix durable, de la stratégie à moyen et long terme. On peut difficilement peser sur « la paix maintenant » : mais on peut réfléchir, travailler, construire l'après-violence, l'après-guerre... Il y a des choses pratiques, concrètes à faire maintenant avec ces jeunes, ces femmes, ces hommes qui résistent là-bas ; il y a la paix à tisser dès aujourd'hui...

.....

L'important, dans la situation algérienne, comme dans toute situation de ce type, c'est de se mettre en amont de ce qu'on appelle traditionnellement « la politique ». C'est bien en amont d'un travail politicien de négociations entre partis, entre tendances, entre idéologies : ça se joue au niveau des familles, ça se joue au niveau du voisinage. La question : comment passer d'une culture de la violence à une culture de la paix ? Comment se fabrique la culture et l'identité d'un peuple ? En particulier, à la source, effacer des livres et des programmes scolaires tout ce qui est en rapport avec la violence et l'agressivité à l'encontre de la femme...

.....

sur l'autre. Après le cessez le feu, c'est trop tard pour réfléchir. On n'a jamais de temps pour ce qui est le plus difficile : préparer une paix durable et construire ce que sera l'après-guerre, l'après-violence. Or l'histoire nous montre assez que le cessez-le-feu n'est pas la paix, que la fin du terrorisme n'est pas le commencement de la paix civile : Bosnie, Palestine, Rwanda, Irlande...

Les sociétés qui n'arrivent pas à engendrer des perspectives qui parlent au cœur des gens s'enferment en général dans la violence. La seule perspective alors est la victoire sur les autres, la guerre. C'est bien la construction de telles perspectives qui reste un élément clé de la réduction de la violence. En effet, à un moment ou à un autre, le pays verra bien la violence se réduire (sous des formes plus ou moins répressives, avec plus ou moins de dégâts...). Mais alors, que faire ? (question célèbre !) En l'absence de stratégie élaborée, on se retrouve devant des attitudes d'urgence, qui ne font que préparer le conflit-d'après. Ceci est une expérience historique : une paix durable ne s'édifie que là où, pendant le conflit, on a su travailler sur des stratégies de paix. La langue française elle-même souligne la rareté de cette recherche : pas de terme, autre que militaire, pour parler de la paix, la « stratégie » étant l'art de la conduite de la guerre...

On connaît les énormes difficultés des tactiques et des dialogues de « sortie de guerre » et les tentatives restent souvent stériles. Elles doivent pourtant se poursuivre, ailleurs, en de multiples lieux, avec toutes les forces sociales, économiques, syndicales... — politiques, pour tout dire. Y compris le dynamisme de la société civile : Peace now ! Ce n'est pas l'objectif poursuivi ici : la règle du jeu et le contrat de départ sont clairs : quels sont les vrais défis, et comment les relever, — déjà aujourd'hui, et plus encore demain ? Qu'est-ce qui est en notre pouvoir, concrètement ? Comment faire converger les forces de vie ? Bien des propositions avancées amorcent déjà aujourd'hui quelques « premiers pas » vers la paix et dessinent des perspectives... Que faire pour que l'espoir gagne ?

La paix en Algérie est à construire, et non à reconstruire ! Car ne nous berçons pas d'illusions. Les trente années d'imposture culturelle défiant les données de la sociologie et de l'histoire, d'investissements non rentabilisés, de langue de bois institutionnalisée, ces trente années ont insidieusement fait germer la graine de la violence. La paix qu'elles ont portée n'a été qu'une guerre civile en sursis. On ne bâtit pas la paix avec un peuple et dans son intérêt en le méprisant...

.....

Dans cette recherche de « petits pas », je voudrais proposer une pratique de la dissidence. (Je préfère dissidence à l'expression « maquis culturel »...!) En effet les travaux de recherche sur l'histoire du pays sont faits, ils sont de qualité. Le problème qui se pose est celui de la médiatisation, de la publication de ces travaux, de la mise sur le marché. Et ensuite, nous sommes très nombreux en Algérie et quelquefois dans des coins très perdus, à pratiquer cette culture de la dissidence. C'est-à-dire qu'on met au programme des textes sur le patrimoine culturel, des boqalates, des contes, des proverbes... et aussi l'histoire... l'histoire de l'Algérie, à l'heure actuelle n'est pas mise à la portée du public par des livres d'histoire mais surtout dans la littérature. Lisez Mimouni, Djaout, Boujedra et vous avez l'histoire de l'Algérie de ces dernières années.

.....

La société algérienne doit retrouver son identité plurielle, se réconcilier avec son histoire. Aider à reconstruire une représentation de soi plus fidèle, moins sectaire.

La famille algérienne doit aussi se réconcilier. La révision du statut personnel est fondamental pour établir une relation équitable entre les parents, valoriser « l'élevage » et l'éducation pour les pères, et une vie professionnelle pour les mères.

.....

PREMIERS CONSTATS

Un processus de construction de la paix ne va pas de soi, une culture de paix doit s'amorcer dans le partage et l'invention. Un axe commun émerge d'un premier tour de table, émouvant et coloré, fait d'histoires de femmes et d'hommes, de chair et de sang, d'espoirs et de rages :

- Des convergences d'espoir, des rapprochements de rêves, des perspectives communes ou divergentes, des approches contrastées — plutôt que des affrontements sur des projets de société, à imposer aux autres ou des explications sur les responsabilités passées.

- Des actions concrètes et diverses pour mobiliser l'énergie et la créativité aujourd'hui, — plutôt que des débats sur des objectifs et des actions instrumentalisées.

Une première convergence apparaît, féconde : se placer « en amont » de la politique, aux sources mêmes du politique. Par-delà la nécessaire analyse politique de la situation, par delà le combat des partis et les difficiles négociations entre forces antagonistes, quoi de plus politique en effet qu'une telle rencontre ? Reconnaître la dimension fondamentalement culturelle de la violence ; c'est dans la société, dans les familles, dans les traditions que germent les sociétés : une société ne se décrète pas, elle se fabrique dans l'effort et dans la durée. Il s'agit, sans doute, de quelque chose comme la « deuxième libération de l'être algérien », une libération intérieure de l'Algérie à l'égard d'elle-même. Comment casser la reproduction d'une *culture de violence*, à tous les échelons : famille, école, rapport à l'État... ? Comment libérer les forces de vie, les énergies, les potentialités de rebonds face aux forces de mort... ?

Car cette violence est aussi une *culture de résistance*, qu'explique en grande partie l'histoire. Tout au long de son histoire, le Maghreb central a été l'objet de convoitises externes et de rivalités internes, conduisant les populations à une méfiance jamais assoupie. Chaque génération doit être apte à riposter à tout moment... En période de crise cette capacité est dévoyée, lorsqu'elle en vient à exclure l'autre versant : une culture de l'hospitalité, de la solidarité et du partage, aussi bien entre les membres de la société, que vis-à-vis, surtout, de l'étranger...

La paix n'est pas un « projet » mais une « pratique », dont il convient de mettre en place les apprentissages du faire-ensemble, de l'échange, de l'écoute mutuelle : la paix comme mode de construction de la société et non comme accord au forceps sur un projet plus ou moins imposé. À une stratégie de guerre, avec des cibles, des plans, un projet réducteur (forcé-ment réducteur) — s'oppose une dynamique du vivant, avec du concret, foisonnant, échangeant, bourgeonnant, apprenant sans cesse, essayant, reprenant... Une idée forte a été introduite par les biologistes : on n'a pas besoin d'être d'accord sur tout pour commencer à construire des perspec-

tives communes. Il s'agit d'échange, d'apprentissage, de création, comme la vie, — et non de plans de guerre élaborés en chambre...

Il y a deux voies distinctes, que l'on retrouve tout au long de la réflexion sur l'avenir des sociétés : *construire la paix à partir de convergences d'espoir sur des chemins multiples* — ou *s'affronter pour être tous d'accord sur un unique projet de société avant de bouger* ; voilà des démarches bien différentes.

Et sans doute, notre génération a-t-elle appris à se méfier des *projets mécaniques* : débattre et s'affronter dans l'abstrait sur un projet de société, pour l'imposer ensuite. Il s'agit bien de fabriquer, ensemble, ce projet, un *projet de vie*. Peut-être est-ce là une simple question de vocabulaire, mais l'analyse des programmes des 48 partis de l'époque du « pluralisme algérien », les fait apparaître comme autant de « partis uniques », et leurs démarches pour rallier à leur projet comme autant de démarches de guerre... (et ceci n'est pas propre à la seule Algérie).

Un dernier mot sur la méthode requise et le « contrat » explicite entre les participants d'une telle rencontre. Une règle du jeu rigoureuse. On peut, en effet, passer beaucoup de temps à faire des constats. On peut fuir dans les chiffres et les statistiques, données certes essentielles. On peut s'affronter entre les « *y-a-qu'à* », les procès d'intention et les règlements de compte... La règle demeure :

« Il n'est pas en notre pouvoir de trouver des solutions à tout, ni même d'être d'accord sur tout. Mais il y a des choses qui se font, il y a des énergies au travail, il est en notre pouvoir de mettre en place des initiatives concrètes, réalisables, qui sont autant de pas vers une paix durable »

Voyez-vous, une femme qui s'inscrit dans la tradition, qui n'a pas fait d'études, qui porte peut-être le hidjab, cette femme n'a pas envie que sa fille ait le même destin qu'elle. Ceci est très important : ces femmes qui envoient tous les jours leurs enfants à l'école, sachant qu'à la sortie de l'école, que dans l'école, que dans la rue, ces enfants peuvent rencontrer la mort, — je crois que c'est à mettre du côté de la vie : c'est un pari pour l'avenir qu'il faut reprendre.

.....

Comme dans beaucoup de domaines aujourd'hui en Algérie, dans des endroits stratégiques, et un peu partout dans la société, il y a comme un balancement (je ne dis pas lutte) mais un balancement entre forces de vie et forces de mort. C'est une négociation constante. Le gros problème c'est de savoir comment inscrire cela en force qui va de l'avant. Il y a probablement un travail de relais, d'aide, d'information.

.....

Il y a une tendance aujourd'hui chez les intellectuels et les démocrates à ne parler de l'Islam que sous un certain angle réducteur. Il y a là, me semble-t-il une espèce d'amputation, d'infirmité qui sévit dans les deux sens (les « intégristes » réagissent de la même façon vis-à-vis de la « démocratie »).

Or, les démocrates algériens, en général, de par leur formation, connaissent mal l'Islam (je ne parle pas ici de croyance, mais du point de vue culturel). Or, ils peuvent faire avancer cette idée-force de la tolérance dont l'Islam est porteur, — mais à condition de le connaître... Pour avancer sur ce chemin il ne faut pas moins d'Islam, mais beaucoup plus d'Islam, — mais bien évidemment, quel Islam ?

.....

LA MORT ET LA VIE

En Algérie aujourd'hui, on vit, on meurt, on espère... dans la peur et la honte, le courage et l'espoir, le remords et la culpabilité, et le refus constant de la fatalité de la mort, toujours présente, dans la spirale des violences. Et bien que les fils, noirs ou blancs, de chaque histoire personnelle soient tissés ensemble, on peut sans doute classer les éléments d'analyse exprimés lors du premier tour de table, soit du côté de la mort, soit du côté de la vie.

« du côté de la mort »	« du côté de la vie ».
certitudes enfermement obligation absence de sens critique	doutes ouverture liberté soif de comprendre
dissociation cloisonnement, clans exclusion disciplines académiques élite, classes dirigeantes développement, mafia	association relier réseaux recherche interdisciplinaire société civile, langues populaires économie de survie
haine peur, défiance intransigeance violence	tolérance respect dignité valeurs transmises
initiatives bloquées bureaucratie marmite (avec couvercle !)	capacité à construire énergies prêtes germination
instrumentalisation manipulation cynisme, hypocrisie mémoire trichée, falsifiée	authenticité histoire reconstituée reconstruction de la morale identité vécue, mémoire vraie

Il y a plusieurs niveaux, qu'il convient de distinguer :

S'agit-il de discuter de la liberté cultuelle, de la pratique religieuse de chacun, et éventuellement de l'enseignement de la religion à l'école ? C'est une chose. Et sur ce point il faut avoir le courage de dire que, moi, je suis tout à fait prêt à satisfaire aux exigences des uns et des autres.

S'agit-il de savoir comment la religion va régir nos pensées et nos actes, mes activités, mon action quotidienne dans la société ? C'est une deuxième chose, et je ne suis absolument pas prêt à discuter de ça !

S'agit-il de discuter théologie avec des religieux ? Je ne suis pas armé et je laisse ce soin aux spécialistes de la religion.

.....

Il serait dangereux de dissocier théologie et culture, religion et tradition : en effet il y a une culture traditionnelle qui contient de nombreuses valeurs positives. Nos parents, nos grands-parents nous habitent avec les valeurs qu'ils nous ont léguées. Or, entre École et Famille, il y a un conflit à facettes multiples. Les parents ne savent plus comment s'intégrer dans le « projet scolaire » ; ce ne sont plus les mêmes méthodes, ni le même vocabulaire. Ils ne peuvent pas aider beaucoup. On a l'impression que les enfants grandissent dans un système qui est parallèle à l'éducation familiale. Celle-ci véhicule des liens souvent très chaleureux, la maman intègre sa foi musulmane dans sa charité, l'accueil des pauvres, l'espèce d'intuition qu'il faut aider... Et puis l'École véhicule une théorie de l'éducation où les parents ne savent pas trop comment intervenir. En même temps ils sont obligés de voir qu'il y a concurrence.

.....

HUIT DÉFIS POUR LA PAIX

C'est le premier constat : des forces de vie sont au travail en Algérie. Des défis sont déjà relevés à différents niveaux. Des initiatives, des perspectives, des réalisations... tout un ensemble de réseaux. Il s'agit moins, ici, de penser un projet, que de donner à voir tout ce qui existe, tout ce qui naît. Il s'agit d'œuvrer à la cristallisation de cet ensemble, immense message d'espoir, témoignage de la résistance de tant de gens. Il s'agit de rendre tout cela visible, lisible, à l'extérieur comme à l'intérieur, comme une tentative de classement de ce grand chantier : **huit défis pour la paix**, que quelques caractéristiques communes aident à mieux décrire ensemble, avant de les examiner séparément.

La dynamique générale est du côté du *mouvement*, de la *campagne-à-lancer* et non de l'organisation ou du parti, — du côté du concret et de la réalisation d'initiatives décentralisées.

Un vaste réseau s'amorce pour :

- exploiter l'extraordinaire gisement d'initiatives,
- repérer les signes de cette vie qui sourd de partout,
- identifier ce qui la fait naître,
- connecter les réseaux déjà existants,
- tisser une toile dynamique, y compris informatique (« Web »!).

La recherche d'appuis, à l'extérieur, sur des expériences concrètes : comment, ailleurs dans le monde, des défis similaires ont-ils été relevés ? Avec quelles réussites ? quels échecs ?

La mise en place de groupes de travail sur les propositions faites dans chaque domaine, afin d'exercer une pression organisée sur l'opinion publique et les autorités, en agissant comme « forces de proposition », garder le contact avec les décideurs dans l'Administration.

L'écoute de la population et de ses attentes, et en particulier en donnant la parole aux jeunes (sondages, enquêtes, médias).

Le recoupement de l'ensemble des *huit défis* par plusieurs facteurs communs importants qui les interpellent transversalement : l'Islam, le Maghreb, la durée, l'initiative économique...

1. L'ÉCOLE
2. REDONNER DES PERSPECTIVES AUX JEUNES
3. UNE SOCIÉTÉ D'ÉCHANGE ET D'OUVERTURE
4. FAMILLE ET TRANSMISSION DES VALEURS
5. MÉMOIRE ET IDENTITÉ
6. REDÉFINIR L'ÉTAT
7. CONSTRUIRE LA SOCIÉTÉ CIVILE
8. FORMER LES « ÉLITES »

Il y a l'effort d'enseignants nombreux qui chacun dans leur petit coin, dans leur petite classe travaillent à cette idée de demain, essaient de former des jeunes, d'apprendre à leurs élèves, à leurs étudiants quelque chose qui soit positif. Il y a beaucoup plus de gens qui travaillent dans ce sens qu'on ne le croit. Le problème c'est d'arriver à ce que tous ces gens-là se mettent ensemble, tous ceux qui mettent goutte à goutte des choses qu'ils vont ensuite arroser, voir germer, etc.

.....

J'ai rencontré début mars des enseignants, soit à la Casbah d'Alger et dans la périphérie d'Alger, soit à Sétif, qui assuraient des cours d'appui aux enfants... ou bien des enseignants qui éditaient un journal, dans leur lycée avec leurs enfants. Des choses tout à fait nouvelles; d'autres qui voulaient créer une bibliothèque pour leur école et l'animer avec des volontaires. Des directeurs d'école dans les villages qui ont ouvert leur école, sans autorisation de l'académie, pour mettre en place d'autres pratiques de formation, notamment en direction des jeunes filles et des femmes : le soir, après 4 heures et demie, lorsque l'école est fermée... Beaucoup d'initiatives, ici et là : la société se responsabilise et prend en charge un certain nombre de problèmes. Une prise de conscience collective de jour en jour.

.....

Je voudrais citer un exemple des effets néfastes de la pédagogie de l'école algérienne : dans une grande école de Paris, jusque vers les années 78-80, étaient « admis-sur-titre » un certain nombre d'étudiants maghrébins, aussi bien marocains, tunisiens qu'algériens. Puis il est apparu nettement impossible d'accepter les étudiants algériens : ils n'étaient plus capables d'abstraction, de projection. On leur donnait tous les éléments pour résoudre un problème, disaient les professeurs de maths et de physique, et ils étaient incapables d'utiliser ces éléments : cela ne rentrait pas dans ce qu'ils avaient appris par cœur. Leur programme était très complet, quasi démentiel en mathématiques, mais ils n'avaient pas appris à s'abstraire et à projeter...

.....

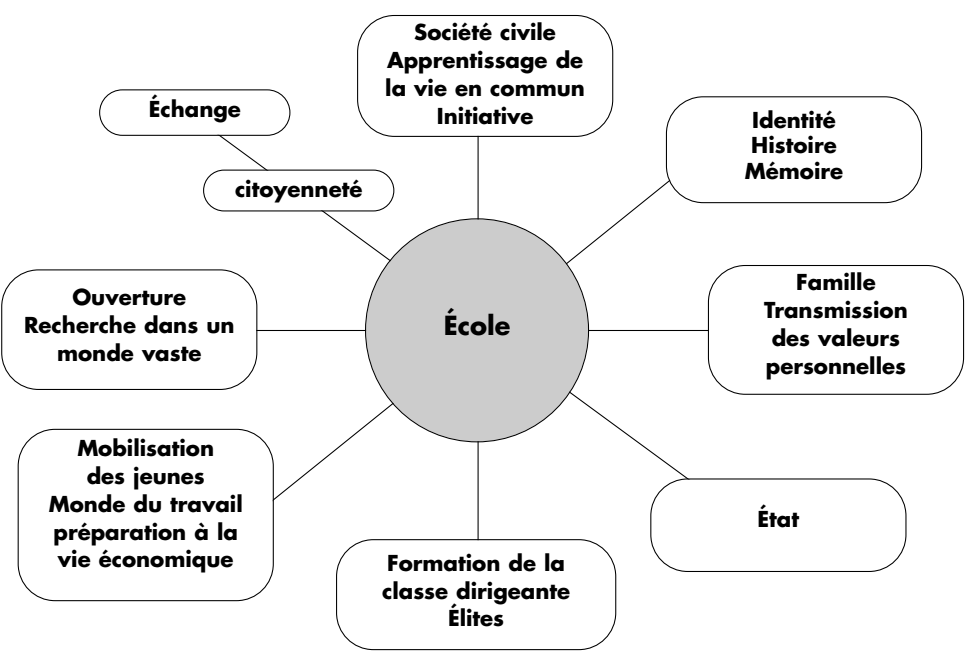
*Il y a trois choses qui ont décervelé. C'est un peu réducteur de placer l'école au centre des problèmes : elle n'est pas seule; il y a comme un trip-tyque, — le vaste système éducatif de **l'école**, — le statut personnel et la **famille**, — le pouvoir des **médias**, et notamment de la télévision.*

.....

Ce classement tente de regrouper l'ensemble des observations des participants, qu'elles soient communes ou contradictoires, unanimes ou particulières :

- des **constats**, positifs et négatifs (*d'où l'on vient*),
- des **pistes** (*ce que l'on souhaite, où l'on va*),
- des **propositions** (*que faire*),
- des **premiers pas** (*par où commencer, sur quoi s'engager*).

1. L'ÉCOLE



Constats exprimés

Si l'on en revient presque toujours à l'école, c'est qu'elle touche chacun des autres défis, et qu'il y a là, au centre de la culture une question prioritaire.

L'énorme effort de scolarisation dès l'indépendance a mis en place un réel potentiel de désenclavement : si l'école déforme des jeunes, attirés ensuite par le fanatisme et le terrorisme, elle forme aussi ces jeunes des

Ce qui nous gêne : c'est qu'en principe l'école devait reproduire les valeurs qui nous animent. C'est le propre de l'école de reproduire les valeurs de l'idéologie dominante. Nous, intellectuels, démocrates, même si nous n'avions pas le pouvoir, nous avons ce pouvoir indirect, considérable. Qu'est-ce qui fait que l'école n'a pas reproduit ces valeurs qui nous animent ? Les programmes, les méthodes pédagogiques sont venus des structures étatiques : qu'est-ce qui fait que les valeurs que nous proposons ne sont pas prises en charge ?... Ce n'est jamais la transmission d'un savoir constitué qui forme le sujet et le problème c'est de savoir où se sont situés les barrages ou les freins : ce qui fait nos « valeurs » n'est pas passé. Ce n'est sans doute pas au niveau (ou au seul niveau) de l'école : en effet elle a joué son rôle dans la transmission d'un savoir constitué — (elle a formé, par exemple, quantité de médecins) —, mais un savoir constitué qu'on aurait aimé être fécondé par nos valeurs...

.....

Il y a un élément à ne pas oublier : la quantité, le nombre. Lors de la construction des écoles fondamentales, en tant qu'architectes nous étions effrayés de voir arriver comme ça des commandes de 100 écoles à faire... il y a aujourd'hui des classes de 50, de 60 élèves... Ne pas oublier ce problème de la démographie, du nombre, qui ne laisse pas la place à une réflexion de manière pratique et suivie... Dans ma promotion d'architectes, nous étions 50 : aujourd'hui il y a des promotions de 600 !

.....

Les problèmes linguistiques sont un terrain miné. Nous ne sommes pas le seul pays où la langue parlée ne correspond pas tout à fait à la langue écrite, la langue officielle. Des tas de pays ont connu ce phénomène y compris la France elle-même. En Grèce, il y a à peine dix, quinze ans, le grec qui est parlé, qui est devenu aujourd'hui officiel, ne l'était pas. C'est la langue populaire qui est vraiment parlée... L'algérianité, la valeur de ce qui compose cette Algérie, ce n'est pas le fait d'opposer tel aspect à tel autre, c'est le fait de construire, c'est le fait de créer dans telle langue. Je crois qu'on est trop braqué ; je suis pour cette algérianité, je suis pour l'arabe, je suis pour le berbère, je suis pour l'utilisation du français.

.....

associations, ces étudiantes et étudiants, ouverts sur le monde et qui ont soif d'apprendre, — comme elle a su former magistrats, journalistes, médecins, avocats, fonctionnaires, enseignants... qui résistent à la culture de violence et travaillent pour demain.

L'école algérienne, comme la société qu'elle tente de façonner, apparaît comme marquée par la dissociation entre différentes instances de savoirs et de pouvoirs, entre la vie réelle (famille, rue, travail, tradition, savoir populaire...) et la vie « récitée par coeur », plaquée, comme venue d'ailleurs. Il y a désarticulation, très sensible chez les jeunes en fin d'école.

Un quart de la population algérienne est à l'école et la population algérienne a signifié son attachement à l'école, en résistant aux mots d'ordre de grève et de boycott lancés par les terroristes : parents, enseignants et enfants ont pris le risque de continuer à fréquenter les établissements.

Des jeunes en très grand nombre proviennent de cette école, avec des diplômes sans valeur, ou sans diplôme (sur 100 élèves du primaire peu parviennent au baccalauréat, où l'on enregistre des taux records d'échec). Ils se trouvent sans travail, sans perspectives, préfabriqués, à la fois coupés de leur culture et sans ouverture sur le monde. Certains déplorent la quasi-inexistence d'éducation civique remplacée par une éducation religieuse... Il ne reste à la jeunesse que la rue et la mosquée.

Fonctionnant comme outil du pouvoir, l'école a évacué la culture et importé la « langue de l'école » qui a supplanté la « langue des gens ». Cette question de l'arabisation reste centrale, non que le principe soit remis en question, mais pour en mesurer les effets. Elle ne fut jamais une demande sociale, mais une simple stratégie politique, comme souvent dans l'histoire des peuples. Une langue unificatrice a été instrumentalisée, de façon jacobine, comme l'est actuellement la religion. Et ceci, sans analyse, sans prévision, le tout entraînant une sévère baisse de niveau (cf. la fameuse expression « d'analphabètes bilingues » !)

Par décrets successifs, l'école a été homogénéisée comme « arabo-islamique ». On a injecté une lecture de l'Islam, en fait étrangère à la culture algérienne et maghrébine. On a martelé : « *l'Islam que vous pratiquez n'est pas le bon Islam, vous ne savez rien...* ». Cet Islam importé a refoulé la culture authentique : ceci explique la rupture (schizophrénie) avec la parole-mère, la coupure avec la famille et la tradition, la disparition des repères pour les jeunes. Certains disent : *la religion hors de l'école, moins d'Islam!*; au contraire, il faudrait sans doute dire : *plus d'Islam authentique à l'école!* car l'Islam est un fait culturel incontournable au Maghreb, (de même que la langue arabe!) — mais avec une vision moins restrictive de l'histoire : retrouver mémoires et racines, dans la diversité des civilisations qui ont constitué ce pays. Retrouver, dans la chaleur familiale, les

Je pense que c'est **par le bas** qu'il faut travailler, et que c'est par l'école, entre autres, que l'on peut changer l'État, que l'on peut changer le pouvoir et les rapports de pouvoir. L'école a été constituée comme outil de pouvoir qui permettrait d'abord de substituer la langue arabe scolaire, savante, scolastique, importée, artificielle, — aux langues populaires, la langue des gens qu'elle soit l'arabe dialectal, plus ou moins épuré, le kabyle, le chaoui... Elle a été utilisée pour diffuser et imposer un type de religion et comme élément de compréhension restrictive de l'histoire, une histoire à très petite échelle et complètement artificialisée.

.....

Pendant 10 ans, l'école a été un facteur de promotion sociale. Beaucoup d'intellectuels d'aujourd'hui sont ce qu'on a appelé « les fils du pauvre ». Je me souviens d'élèves d'Okba qui travaillaient le soir sous le bec de gaz, dans la rue, parce qu'il n'y avait pas de place chez eux... Aujourd'hui c'est l'école du « dégoûtage ». Beaucoup de jeunes ont une répulsion pour cette école : ils n'y adhèrent pas et au contraire sont dans le « business », dans la rue. La promotion, c'est la rue et le « business », et l'école est devenue un repoussoir

Il faut, selon moi, des équipes, à la base, pour repenser les programmes et la pédagogie. Il faudrait qu'il y ait en quelque sorte des francs-tireurs soit dans des écoles parallèles, soit dans l'école publique pour inventer un enseignement totalement différent.

.....

En 1962, l'aspiration à l'école était quelque chose de tout à fait central pour les familles algériennes. L'État a beaucoup investi là-dedans et on a connu une explosion des effectifs. Un quart de la population, actuellement est à l'école. Mais le taux d'échec et de déperdition est fantastique...

Au niveau du contenu de l'enseignement de l'histoire, Remaoun a fait une analyse des manuels scolaires des 3 années de l'enseignement secondaire en Algérie, analyse comparative avec le cas du Maroc : on n'enseigne pas l'histoire de l'Algérie mais l'histoire du Moyen-Orient. De même Larjane a analysé les manuels de philosophie : ce contenu de l'enseignement amène l'enfant à ne plus avoir de repères. Il ne reçoit pas de culture « citoyenne » mais au contraire il est complètement « éclaté »... et, de ce fait, perméable à toute manipulation...

.....

aspects bénéfiques de la tradition et se donner des instruments pour en combattre les aspects négatifs et archaïques.

L'école fondamentale a tué l'initiative et des enseignants et des élèves : le savoir-par-cœur, même de très haut niveau, ne peut remplacer l'esprit de recherche et le goût d'apprendre à apprendre. Une réalité a fait beaucoup de mal, c'est le sacro-saint principe de la *fiche pédagogique*, exemple frappant d'un système clos, gelé, mort, d'un projet mécanique cherchant l'unification au forceps, sans visée pédagogique réelle : le même jour, à la même heure, sur tout le territoire, la même leçon énonce la même question qui doit recevoir la même réponse ! Une hérésie pédagogique à l'opposé de la vie !

L'école reproduit ainsi des chimères, en complète rupture avec la famille : sa fonction de reproduction est dévoyée vers une autre culture, importée. La question se pose de savoir pour quelles raisons cette école algérienne n'a pas su, — ou pu, — ou voulu reproduire les valeurs de la société. L'école prétend former le sujet par un savoir institué, constitué ailleurs, loin du savoir diffus, transmis par la parenté, la rue, les médias, etc.

Il faut étendre ces remarques à toute transmission de savoir : le savoir-faire, la formation, la recherche fondamentale et appliquée, et tout transfère des connaissances. En dehors de l'école même, la transmission des savoirs et des valeurs par les anciens ne se fait plus

Quelques propositions pour L'ÉCOLE

Devant cet ensemble de constats, apparaît, comme une toute première urgence, la recherche de pratiques d'innovation ou même de dissidence dans le domaine de l'éducation. Ces pratiques existent déjà à la fois chez des enseignants soucieux d'une pédagogie ouverte, chez des parents et au sein de quelques associations.

→ Soutenir les réseaux d'enseignants, qui, à l'intérieur du système, et dans le respect de la loi, œuvrent pour une école ouverte.

→ Mettre en relation des associations de parents existantes (ou en susciter) avec des enseignants, et des chercheurs de diverses disciplines (psychologues, éducateurs, théologiens, historiens, étudiants...) pour mettre en débat des éléments pour un « *projet de réforme de l'école* ».

→ Valoriser le plurilinguisme, comme un véritable atout de modernité et d'ouverture, et comme un objet pédagogique.

→ Lancer un groupe de travail pour diffuser ces pistes et populariser ce type de recherche, y compris les quelques initiatives pédagogiques d'écoles privées (en relation avec des centres de documentation et des banques de données à l'extérieur).

Par ses méthodes, l'école a conduit à brider l'imagination des enfants. Par son contenu, elle les a coupés de leur histoire multiséculaire et plurielle. Elle a fonctionné comme facteur d'amnésie de la mémoire. Refermée sur quelques valeurs décontextualisées, l'école est devenue le vecteur d'homogénéisation des consciences et d'imposition d'une pensée unique, mutilante et tronquée.

.....

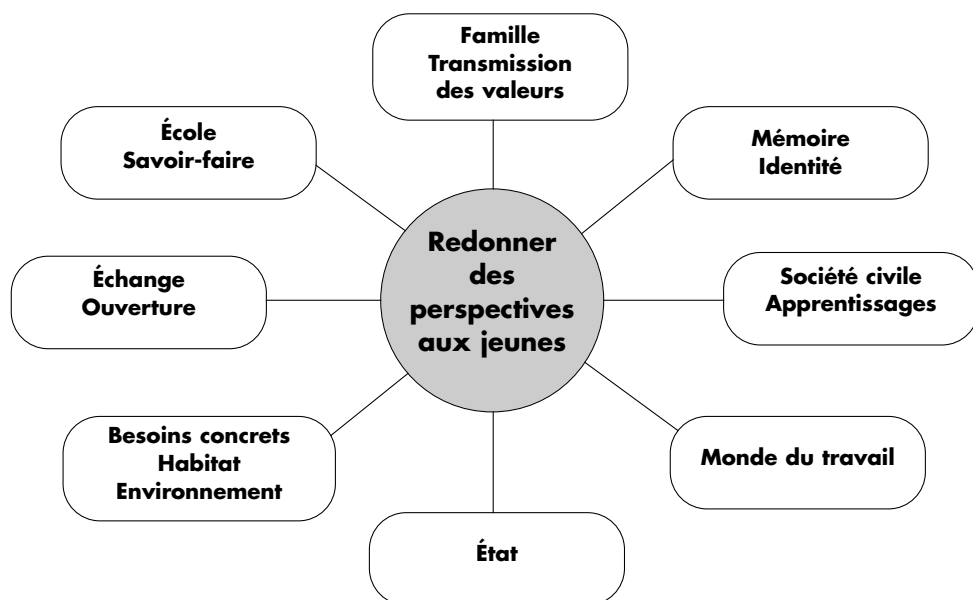
C'est par la qualité de ses femmes et de ses hommes que le pays pourra reconstruire son économie. Le niveau des formations est un facteur déterminant... Or, ce qui nous inquiète, c'est que le niveau des formations s'est dangereusement dégradé; les jeunes diplômés n'ont pas de réelles capacités professionnelles. le profil des formations ne correspond pas toujours aux besoins des employeurs, et n'ont pas suivi les mutations socio-économiques en cours...

.....

*La deuxième chose c'est l'ouverture de l'école dans un secteur précis qui est celui de l'**histoire**. Il y a eu, il y a quelques années, une révision des manuels franco-allemands. Des professeurs allemands, des professeurs français se sont penchés sur la manière d'interpréter l'histoire de l'autre pays. Alors je pense qu'il va y avoir peut-être l'obstacle de la langue, mais il y a tout de même beaucoup de bilingues. On reprend les manuels algériens, on reprend les manuels français : comment est traitée la guerre d'Algérie dans les manuels français, comment est traitée la colonisation dans les manuels algériens, etc. Je crois que c'est en cours, « les amis de Max Marchand et de Mouloud Feraoun » sont en train de penser à ce domaine, ce qui débouchera peut-être sur une réforme des programmes et une ouverture sur le passé...*

.....

2. REDONNER DES PERSPECTIVES AUX JEUNES



Il s'agit d'une mobilisation sur des défis et des espaces d'apprentissages concrets. Il n'y a pas à désespérer du dynamisme de la jeunesse algérienne : les énergies sont là, même chez ceux qui se laissent séduire et enfermer par la mouvance intégriste. Comment les orienter vers des initiatives constructives ? Le terreau de la violence est comme fertilisé par les problèmes de démographie, d'habitat et d'environnement, par la frustration de toute promotion sociale avec ou sans diplômes, par le « *no future* » pour tant d'énergies sans exutoire : Que proposer à ces jeunes ? Quelles stratégies, quelles perspectives pour l'Algérie de demain, — la leur — qui puisse les mobiliser de manière aussi forte que peut les embrigader la violence ? Vers où aller et comment faire ?

Constats sur les perspectives des jeunes

Un dialogue avec les jeunes est primordial : comme sous d'autres cieux (banlieues d'Europe, d'Amérique latine ou d'Asie) ils demandent d'abord à être entendus. Ils espèrent, demandent, exigent... : la paix civile, le logement, le travail, les loisirs, la justice sociale et la fin de la corruption, l'encouragement à l'initiative...

Ils cherchent de nouveaux repères, prêts à rejoindre tout refuge identitaire. Il n'y a pas de recettes-miracles, de programmes pré-pensés appli-

Moi, je voudrais dire mon admiration pour cette jeunesse algérienne. Elle est fantastique. Pour une mère, pour une enseignante, le problème c'est de dire : quelle est ma responsabilité, moi qui essaie de former des êtres de lumière qui vont aller vers la mort ? En leur donnant cette formation qui est du côté de la vie, est-ce que je ne suis pas en train de les envoyer du côté de la mort, parce qu'ils deviennent d'une certaine façon des êtres à éliminer ?

.....

Je pense qu'il y a, notamment dans les milieux de jeunes, un désir de construire, — sans préalable. Il faut les aider à construire sans trop d'ingérence, ou sans ingérence totale. Ces jeunes se mobilisent en dehors du champ politique ou du champ religieux. On sent en eux une grande (ou un début de) tolérance. Ce peut être autour d'un problème local, comme leur quartier, ou d'un problème plus global, ce peut être une entreprise en commun. Il y a souvent des ingérences, y compris dans la construction de l'association ou d'un projet où les jeunes sont impliqués. Il y a toujours des aînés qui veulent trop influencer et apporter des plans tout élaborés. Or c'est là qu'il y a désir d'expression, désir de construction, naissance de ce qu'on appelle un « projet de société », je suppose.

.....

Les jeunes ont beaucoup d'énergie : et dans un pays où tout s'effondre c'est ça qui est important. On a construit... on a construit des bâtiments, des murs... mais on a aussi construits des hommes, mais on ne s'en occupe pas ! Or la richesse d'un pays ce sont ses hommes (et ses femmes). Il faut préserver les potentialités de l'avenir...

.....

Le constat de tous les jours, dans le domaine général du développement, c'est que l'Institution (l'État) ne peut pas, ne sait pas répondre aux besoins actuels. Pour redonner des perspectives aux jeunes, il faut essayer de voir comment le cadre associatif peut être construit et solidifié... Il y a une énergie très forte et l'on n'a pas besoin de « pré penser » ce qu'il faut pour eux, mais il y a à les accompagner, à donner les éléments nécessaires à l'émergence de ces activités.

.....

Aux jeunes qui ont pris le maquis, que répondre ? Je pense que Boudiaf a répondu en partie à ces jeunes en mettant en première ligne la lutte contre la corruption. Je témoigne pour avoir été enseignant au Caroubier pendant plusieurs années, en première année où j'avais 800 étudiants en face de moi et qui m'envoyaient des petits papiers tous les jours parce qu'on n'avait pas le

cables immédiatement, ni du côté de l'État, qui ne sait pas répondre aux besoins actuels. ni du côté des institutions en place (partis, syndicats, société civile). Chantier ouvert pour de multiples initiatives d'apprentissage de la citoyenneté : associations et réseaux locaux, action souple à la base.

Faut-il tourner le dos à la mer, disent certains, et entamer une marche vers le sud (notre far-west !) pour valoriser la région et soutenir le travail de ses habitants ? Quelle agriculture saharienne pourrait offrir à des jeunes des espaces d'avenir ? Les choix sont multiples : petites fermes intégrées, industrie agro-alimentaire, oasis et irrigation... : mémoire des savoirs. — Non, disent d'autres, la voie du sud est sans issue ; cette zone est trop difficile et son écologie trop fragile. C'est un vieux rêve sans avenir depuis le XIX^e siècle déjà. C'est plutôt dans une dimension mondiale qu'il convient de chercher : tisser des liens avec des personnes-ressources, là où l'on réfléchit et innove déjà, — au Maghreb, en Europe, en Amérique latine...

En particulier sur des programmes de formation. Il y a toute une pédagogie d'ouverture et d'apprentissage du respect mutuel à promouvoir parmi les jeunes à travers la vie associative, à la fois comme lieu d'apprentissage de la démocratie réelle, et comme lieu de contre-pouvoir. Ainsi, des chantiers de jeunes, des rencontres internationales permettent aux jeunes de sortir d'eux-mêmes : médiation, échanges, découvertes, discussions et mise en relations avec des jeunes du Maghreb et d'Europe.

En agriculture existent des savoir-faire localisés correspondants aux besoins : il serait nécessaire d'inventer des lieux de médiation entre les jeunes et les administrations, les banques, les guichets de toutes sortes. La terre pour les jeunes ! — mais avec toute une série de mesure d'accompagnement de l'État, mais aussi de cette mouvance associative et volontariste qui jusqu'à maintenant s'est peu mobilisée en ce domaine.

De même d'autres gisements d'emplois sont à explorer : l'industrie touristique (au nord !), le sport et la création de petites et moyennes entreprises. C'est là que des liens noués avec des jeunes de l'immigration en Europe peuvent être fructueux.

Les jeunes chômeurs inorganisés constituent tout un réseau à mettre en place avec l'aide d'autres associations. Certains se sont constitués en « comités locaux de chômeurs ». Cette forme de lutte peut, sans doute, arriver à faire pression sur les pouvoirs publics.

Propositions pour redonner des perspectives aux jeunes

Ce tour d'horizon permet de prendre la mesure des difficultés en ce domaine, et de l'impasse de nos discours et de nos analyses. Il y a un véritable fossé entre les générations, comme presque partout ailleurs dans le

temps de faire parler tous les étudiants. Eh bien la corruption revenait inlassablement à chaque fois parce qu'on faisait un cours de droit commercial. Je crois que les jeunes, on peut leur répondre à la condition de pouvoir lutter contre des choses comme la corruption.

.....

Je pense qu'on ne peut pas construire une société sans d'abord construire la famille. Déstructurer la famille c'est déstructurer toute la société, et c'est aussi un élément de réponse à « ces jeunes qui ont pris le maquis ». Dans mon association, j'ai eu à écouter une femme dont le fils a pris le maquis. Elle ne sait pas s'il est mort ou ce qu'il est devenu et elle voulait bénéficier d'une aide de la part du gouvernement parce qu'elle s'est retrouvée sans ressources. Et cette femme nous a raconté sa vie : c'est une femme divorcée et l'Algérie est le seul pays au monde à avoir instauré une loi, un texte législatif, le Code de la Famille, qui, dans son article 52, met à la porte une femme divorcée avec ses enfants. Donc ce qui l'attend, c'est la rue. C'est là que je voudrais aller dans le sens de Y. N. Si on ne protège pas cette famille, si on ne protège pas cette femme, si on ne protège pas ses enfants, j'aimerais qu'on me dise comment elle pourrait devenir gardienne des traditions. Est-ce que c'est dans la rue, qu'elle va transmettre ses traditions à ses enfants ? Est-ce que c'est dans la rue, qu'elle va les élever ? Est-ce que c'est dans la rue, qu'elle va leur donner une éducation élémentaire ?

.....

Au temps de la naissance du pluralisme des partis politiques à Alger, quelqu'un a tenté d'analyser les textes des quelques 48 partis qui demandaient leur agrément : on a constaté, en comparant à d'autres pays démocratiques où de nombreux partis existent, qu'il y avait 48 plates-formes (on ne peut même pas dire programmes) d'autant de « partis uniques ». Des partis uniques, tous ! Chacun se présentant comme la Pensée unique.

.....

Nous avons été dominés, trop longtemps ! Notre histoire a été une histoire heurtée, très difficile, une mémoire aliénée : à un moment donné, c'est vrai, l'unité s'est faite sur des « constantes ». Il faut bien expliquer ce discours des « constantes » : ça a été une ressource politique de mobilisation formidable du peuple algérien — à partir de la religion, l'Islam, à partir de la langue, l'arabe — parce que peuple aliéné, dominé. Ce qui est en train de germer, c'est qu'il faut dépasser cette fabrication de la nation autour des constantes d'unité. L'Algérie est diverse : et, disant cela, je me suis rendu compte que j'étais très ignorant de ma propre histoire. C'est pour cela qu'on a été, à mon avis, manipulés. Ce qui est en train de naître c'est la diversité : ne pas opposer Koceila et Okba : ils font partie maintenant de notre mémoire et de notre histoire. Ne pas opposer Notre Dame d'Afrique et Sidi Abderrahmane, ne pas opposer Saint Augustin et Tacfarinas, ou Saint Donat... c'est notre histoire, ça

monde, et peu de propositions concrètes : c’est donc bien un des lieux prioritaires où s’investir, un défi urgent à relever.

→ Réaliser des enquêtes ou des sondages locaux soit auprès des jeunes d’un quartier, soit par ces jeunes, sur des sujets touchant à la vie quotidienne. Puisqu’il s’agit de favoriser l’expression des jeunes, utiliser tous les moyens locaux ou régionaux : en particulier la possibilité de s’exprimer à la radio, dans les émissions de « débats-en-direct-par-téléphone », débats très suivis par la jeunesse.

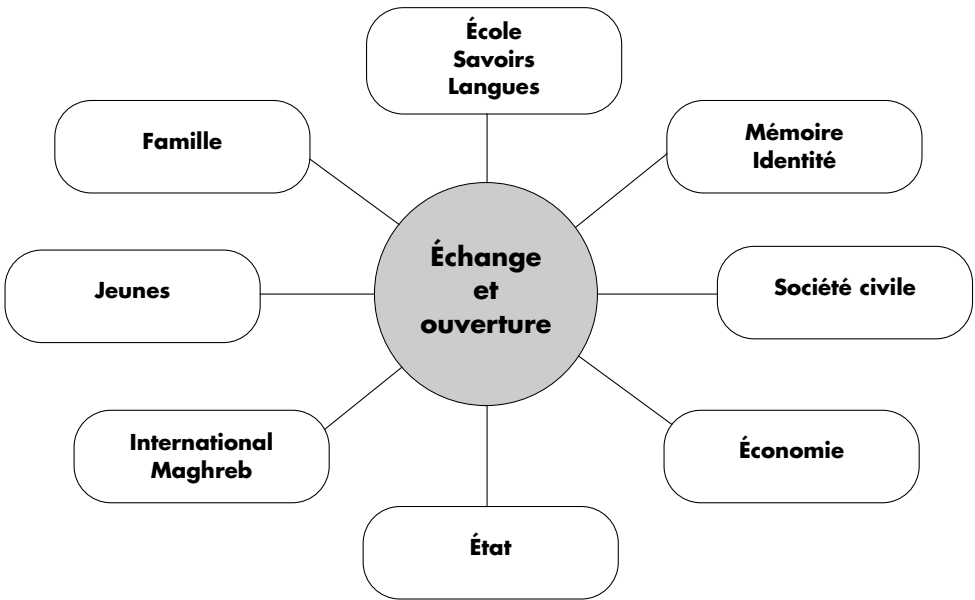
→ Proposer des programmes de formation pour jeunes chômeurs, dès leur sortie du circuit scolaire, et favoriser la constitution de « comités de jeunes chômeurs ». Mettre sur pied des opérations locales en milieux ouverts.

→ Stimuler des mini-groupes de jeunes par la diffusion d’expériences étrangères, avec correspondances, échanges de documents, visites.

→ Réaliser quelques expériences locales et les faire connaître, comme phares, dans les divers canaux des réseaux.

→ Forger, avec des jeunes, les modalités de campagnes touchant aux question d’équité et de corruption : ces deux réalités sont très importantes dans les contestations les plus constantes chez les jeunes.

3. UNE SOCIÉTÉ D’ÉCHANGE ET D’OUVERTURE



Cette dimension est essentielle dans toute stratégie de paix : pas de paix, sans échange, pas de démocratie sans reconnaissance de l’autre.

aussi ! L'Algérie c'est tout cela ; on sait ce qu'elle est ; voilà nos repères ! Ce qui est en train de naître c'est, sans abandonner les « constantes », travailler sur les « variables ». Ces variables qui ont fait l'Algérie et qui l'ont modelée. Il faudra un effort considérable pour déterrer tout cela, le donner à nos enfants demain, le mettre dans nos programmes scolaires et universitaires... Et il nous appartient d'intervenir sur un point : comment casser ce mur d'ignorance ? comment restituer, comment enrichir et montrer cette diversité qui fait la nation algérienne d'aujourd'hui ?

.....

Lorsqu'on a quitté l'Algérie en catastrophe, ma fille, Zohra, avait treize ans ; elle réussissait très bien dans ses études, à Alger et, la première année où elle est entrée à l'école, elle me disait : « Papa, je ne savais pas que le monde était comme ça, je ne savais pas que le monde était si vaste, je ne savais pas qu'il y avait tant de diversité, je ne savais pas qu'en dehors du monde arabe, il y avait aussi tout cet univers ». Cela m'a beaucoup, beaucoup frappé.

.....

Il y a cette question de « l'autre » : je crois profondément qu'en Algérie, jeunes et moins jeunes sont des gens très ouverts sur l'extérieur, à tout ce qui peut venir de l'extérieur ; mais, en même temps, nous sommes très méfiants des propositions qui viennent d'ailleurs... Il y a un certain mythe quelque part qui voudrait faire croire que nous n'avons aucune leçon à recevoir de l'extérieur... Il nous semble difficile d'accepter que d'autres que nous s'intéressent à l'Algérie. Un lieu comme cette rencontre est trop rare, où l'on peut se retrouver à discuter.

.....

Je vais vous exprimer ma gêne... Je ne suis pas en paix avec moi-même. Je n'ai pas pu trouver la paix après nos premières discussion, et je ne la trouve pas encore... Tant que nous, en tant que personnes, nous ne savons pas établir de relations entre nous, tant que nous ne pouvons pas nous entendre sur un minimum, nous ne pourrons pas arriver à cette paix... Ce sont des problèmes très profonds qui se posent à l'Algérie, et des problèmes auxquels nous n'avons pas trouvé de réponses. Pourquoi ? Parce que nous n'avons pas su reconnaître nos erreurs et nous ne le faisons pas encore aujourd'hui... Moi, je suis venu me réconcilier avec des Algériens sur des questions très profondes qui se posent à notre société.

Tant que nous n'avons pas trouvé cette paix entre nous, humains algériens, je crois qu'il est très illusoire de vouloir trouver des théories, pour construire une société qui a essayé de se développer... et nous en sommes arrivés à la violence. Pourquoi ? Parce qu'on n'a pas su se connaître, parce qu'on n'a pas su aller vers l'autre, parler à l'autre, l'écouter ni reconnaître sa valeur.

Cette question tient une place centrale dans toutes les prises de parole, et dans plusieurs directions : — ouverture vers l'autre (espace et éloignement culturel), — ouverture vers le temps (passé et avenir), — ouverture à l'intérieur de l'Algérie, — et à l'extérieur.

Sur ce thème les convergences et les divergences sont nombreuses entre les participants : des constats durs, douloureux, parfois contestés, souvent confirmés. Une société plurielle, vue sans complaisance et sans langue de bois...

Constats sur « une société d'échange et d'ouverture »

(Quelques citations d'expressions utilisées pour décrire cloisonnements et fermetures par rapport au réel et par rapport aux autres.)

Une société de clans qui s'opposent (voire se haïssent, disent certains) et qui engendre des solitudes entre ses membres. D'où un constant désir de renouer, de se réconcilier, la recherche d'un impossible consensus, qui a fait le lit du populisme.

Un enfermement des élites par rapport à la langue et aux problèmes concrets du peuple.

Les programmes de 48 « partis-uniques », cadennassés dans leurs certitudes. La langue de bois du pouvoir, des politiques, des organisations de masse, de la presse...

Des structures verticales rigides de pouvoir, dans l'État et l'administration.

Une ségrégation des espaces des femmes et des hommes : le « dedans », régi par la femme, la mère, la belle-mère ; le « dehors », lieu de pouvoir de l'homme, la rue, le monde du travail où les femmes doivent lutter pour être reconnues.

Une coupure entre les générations et les difficultés de transmission des savoir-faire et des valeurs.

Une vision réductrice de l'Islam, s'opposant à une lecture maghrébine traditionnelle plus ouverte, et l'absence de débat public sur cette opposition. De consensus culturel depuis des siècles, ciment souple de la société, la religion est devenue instrument de division de la société, jusque dans les familles.

Une unité officielle monolithique et factice de l'Algérie, avec une histoire amputée de pans entiers de mémoire. Nécessité de redécouvrir l'unité réelle dans la diversité et la richesse du continent culturel qu'est l'Algérie au passé multiple.

Une culture de méfiance pour tout ce qui vient de l'extérieur : à la fois résistance, haine et fascination pour l'étranger, pour ce qu'il pense et dit de l'Algérie, — mais refus, parfois, d'en tirer des enseignements.

Aujourd'hui l'Algérien vous parle de hogra : l'Algérien a besoin de reconnaissance ; l'Algérien a besoin de se délivrer, d'être reconnu... Il ne faut pas occulter tout ce qui est politique parce que c'est la politique qui a fait de nous des gens éloignés les uns des autres, haineux... C'est notre société qui fonctionne comme ça...

.....

Un demi-siècle d'engagements activistes riches d'expérience sur le terrain sont loin d'avoir atteint la productivité qu'on aurait souhaitée pour le mouvement social algérien... C'est le drame que tant d'expériences diverses, chèrement acquises par notre peuple ne soient pas parvenues à s'incarner dans une **expérience collectivement intériorisée**. Ces expériences se sont perdues ou émiettées dans un gâchis d'affrontements et de cloisonnements de toutes sortes. Et ce phénomène a touché toutes les allégeances politiques et idéologiques.

.....

Je veux juste donner une petite illustration de ce petit rayon de soleil qui existe quand même en Algérie. Il y a des étrangers qui investissent. Je vais donner l'exemple d'un Tunisien qui est en train d'investir en Algérie. Je le côtoie puisque je travaille un peu avec lui sur son projet. Il lance les pages jaunes d'Algérie. Il a créé 100 emplois d'universitaires sur Alger depuis un mois maintenant. Il va faire, sur les 48 wilayates, un annuaire des pages jaunes. C'est autant d'emplois qui sont créés par un étranger.

.....

L'Algérie aujourd'hui est l'ennemie de l'Algérie. Il y a la première tâche en parlant d'ouverture qui va consister à réconcilier l'Algérien avec lui-même, c'est-à-dire avec son identité, ce qu'il est et ce qu'il peut être, toutes ces potentialités.

Une ouverture vers l'intérieur qui passe par une indispensable relecture de l'Islam. Si à notre jeunesse on ne montre pas un autre visage de sa spiritualité que celle qui lui est proposée aujourd'hui par le fondamentalisme religieux, nous ne sortirons pas de l'ornière. Je veux dire : les potentialités de l'Islam en tant que spiritualité universelle, tolérante et fraternelle, qu'elle peut être, — et non pas le brasier de mort, de nuit et de violence qu'elle est, de fait, dans les actes terroristes.

Une ouverture vers l'extérieur, c'est-à-dire que cette approche anthropologique ne peut pas se faire sans l'enrichissement de la personnalité culturelle algérienne avec les éléments universels.

Ce sont tous les programmes de l'école, et de l'université qu'il faut repenser en y mettant tout ce que peut apporter la pensée humaine, l'histoire de la pensée humaine avec tous les grands jalons. De Platon jusqu'à Sartre en

Une coupure du monde extérieur, cultivée pendant 30 ans en ce qui concerne l'information ; en ce domaine l'autosuffisance renforce l'isolement.

Une difficulté pour concevoir, en même temps, son propre intérêt et celui de l'autre ; s'agissant des investissements par exemple, une loi a interdit, de 1978 à 1988, que les « bureaux de liaison » d'entreprises étrangères en Algérie soient dirigés par des citoyens algériens, ainsi exclus légalement de leur propre pays.

Le risque « d'ouvertures » vers l'internationale intégriste, le terrorisme, les circuits du « trabendo », de la mafia et de la drogue, le trafic d'armes, etc., dans un processus de mondialisation qui touche, en premier lieu, les pays fragilisés économiquement et culturellement (ex-pays de l'Est, ex-dictatures en Amérique latine, pays indépendants d'Afrique...)

L'espoir venu d'internationales de jeunes pour découvrir le monde, échanger des expériences et resserrer les liens dans le respect de l'autre.

Séminaires de formation et rencontres interculturelles ont lieu, ici et là en région méditerranéenne : Maghreb, France, Italie, Espagne, Grèce. Il s'y poursuit toute une approche qu'on peut qualifier de « résistance ».

Propositions pour une société d'ouverture

Un seul mot d'ordre, valable pour l'ensemble de la démarche :
dissoudre la méfiance !

→ Ouvrir des relations entre associations et réseaux du **Maghreb des peuples** : ce sont les mêmes problème urgents et ce qui se fait ici a des répercussions là (langue, statut de la femme, presse, école...). L'échange entre sociétés maghrébines est sans doute beaucoup plus riche et fécond qu'on ne pense : fédérer les initiatives des divers mouvements associatifs marocains, algériens et tunisiens ; travailler à dissoudre, là aussi, une méfiance séculaire.

→ Réconcilier l'Algérien avec lui-même par une relecture de l'Islam, foyer de tolérance et d'ouverture, et non « *ce brasier de nuit, de mort et de violence* » qu'on veut imposer. Retrouver des liens avec l'universel et se placer à nouveau dans l'aventure de la pensée humaine. Toute une partie de la population, parmi les jeunes comme parmi les aînés, est disponible pour une ouverture de ce type. Médias (radio, télévision, presse), sessions de formation, cours du soir, etc. Qu'est ce qui empêche réellement de monter des universités d'été de ce type, en Algérie ?

→ Lancer un groupe de travail sur la question des échanges valorisants : l'apport des Algériens est important et doit être intégré à la recherche collective planétaire. Organiser ce type d'échange et utiliser pleinement les banques de données existantes : échange de cours universi-

passant par Ben Badis, Ibn Khaldoun, Descartes, Leibniz, Marx...

Donc une relecture à la fois des schémas intérieurs, qui ont été inculqués, véhiculés et maintenant pratiqués par la violence islamiste et en même temps une ouverture vers la pensée universelle, vers les littératures étrangères, vers les langues étrangères comme véhicule de pensée et d'action.

Cette double ouverture me paraît indispensable et je crois qu'elle est faisable. Pourquoi ? Parce qu'il y a une disponibilité dans notre jeunesse, ne voyons pas les choses en noir toujours. Je pense que nous avons une jeunesse qui est malléable (la preuve, c'est que l'on arrive à la manœuvrer dans le mauvais sens), mais en même temps, elle est disponible, c'est-à-dire qu'elle ne demande qu'à trouver un enseignement positif, une formation qui l'amène à des débouchés et à la coopération avec l'étranger et en même temps à l'ouverture sur elle-même et à l'épanouissement. Tournons donc notre énergie et nos efforts vers cette double action.

.....

A l'intérieur c'est la même chose, c'est-à-dire que la méfiance est mise en place avec les attentats, avec les pressions (on dit que les gens sont sur tables d'écoute) il y a un tas de problèmes qui font que ce désir d'ouverture est plus ou moins freiné, frustré. Une des solutions serait de permettre des échanges plus réguliers et plus massifs : il ne faudrait pas au départ vouloir donner un sens économique à ces échanges. Je vois que la plupart des propositions sont de l'ordre de l'apprentissage ou d'échange technologique ou de savoirs. Je crois que l'échange au départ doit être essentiellement pour l'échange. C'est ce qui peut créer une ouverture qui n'est plus seulement physique, mais qui est mentale. C'est-à-dire que les méfiances se dissolvent. C'est essentiellement dans ce domaine que les expériences réalisées montrent combien ces échanges peuvent apporter de nouveauté...

.....

Il y a aujourd'hui par rapport aux trois pays du Maghreb — parce que quand on voit les pays, qu'est-ce qu'on voit, on voit trois États qui se ressemblent énormément, des États méfiants, scrutateurs, qui sont complètement policiers, autoritaires — le Maroc, la Tunisie, l'Algérie sont des États qui se ressemblent énormément et où les sociétés civiles, où donc les citoyens de ces trois pays finalement ont un immense intérêt à fédérer leur travail, leurs ambitions, leurs inspirations, et le mouvement associatif justement marocain, tunisien, algérien a un immense besoin de se retrouver, de se fédérer, de parler en commun, etc. Pourquoi ? Parce que même si ce n'est pas fait de façon visible, en réalité, il y a une interprétation des enjeux, entre ce qui se passe en Algérie avec le reste des pays du Maghreb qui est extraordinaire.

.....

En écoutant parler les intervenants, j'ai senti se réveiller ma vieille peur, cette peur qu'on ne puisse pas s'en sortir. Parce que les interventions sont

taires, centres d'information et de ressources, récits d'expériences réussies ou ratées, histoires humaines singulières, itinéraires remarquables...

→ Dans ce but, se donner des outils pour structurer ces réseaux (« Internet de résistance » ?) et mettre en place un serveur « *Développement durable en Méditerranée* », avec une double vocation : point de consultation sur les publications existantes, et écho des « littératures grises ». Un tel projet s'élabore pour servir de relais et pour renforcer les réseaux, par la diffusion de toute l'expérience accumulée (en particulier celle de pays du « sud »).

→ Organiser des échanges et des stages en Europe pour de jeunes entrepreneurs ouverts à la modernité, et pour les responsables du mouvement associatif.

→ Connecter les groupes existants ou à naître en Algérie avec les nombreux réseaux, en Europe, formés de personnes connaissant l'Algérie, et/ou ayant travaillé en Algérie. Cette solidarité s'est confirmée, contre le vent sécuritaire et raciste, depuis le début du terrorisme, par l'accueil des réfugiés et le soutien en Algérie même. Des « *coordination-solidarité-Algérie* » existent dans la plupart des grandes villes françaises. Organiser des ponts, tisser de tels liens, c'est déjà entrer dans un processus d'ouverture.

→ Rétablir la confiance entre les Algériens **immigrés** et réfugiés, les binationaux, les pieds-noirs — et l'Algérie d'aujourd'hui. Valoriser tout ce brassage de cultures et d'apports différents, pour une véritable ouverture méditerranéenne. Retrouver la force et la chaleur de ce creuset de civilisations. Inviter en Algérie des correspondants et militants européens.

→ Constituer un réseau pour la collecte et l'envoi de livres, de cours et de documents scientifiques aux étudiants et aux chercheurs et pour la création de petites bibliothèques locales.

extraordinaires, elles sont très très intéressantes, ce sont de véritables analyses... mais elles ont été déjà faites... et je me dis : comment est-ce qu'avec ce potentiel d'analyse, ces propositions, on soit en panne. Comment se fait-il ? Et je vous assure que j'ai très peur, parce qu'il y a une sorte d'incapacité. Le pouvoir est le pouvoir, le pouvoir est là, et moi je ne sais pas comment y toucher à ce pouvoir. Je peux l'analyser, les analyses sont faites, moi je ne suis pas spécialiste, et on est là, comme tu le disais K, quasiment en incapacité. Mais moi je n'ai pas envie d'être incapable, je n'ai pas envie d'être enfermée dans cette incapacité.

Et je voudrais revenir sur ces deux termes de fermeture et d'ouverture... ouverture de l'Algérie, mais l'Algérie est ouverte ! l'Algérie est fracturée, la mondialisation de la mafia et du marché noir, elle existe déjà ! La mondialisation du marché d'armes, elle existe déjà en Algérie. Le Maghreb de la drogue, le Maghreb du trabendo est déjà fait ! C'est le Maghreb des peuples, c'est la Méditerranée des peuples et de la société civile qui restent à faire. Et là je recommence à espérer, à retrouver un peu d'espoir : continuer ces petits liens tissés

Chaque fois que je suis en Tunisie, au Maroc ou en France, je suis vraiment impressionnée par les liens qui existent, par la solidarité : Les Marocains, les Tunisiens et les Français que nous rencontrons ont tous une petite part d'Algérie au cœur et cela c'est quelque chose : et avec ces petits bouts d'Algérie, ces petits grains de sable, peut-être que nous pourrions dessiner un rêve d'avenir.

.....

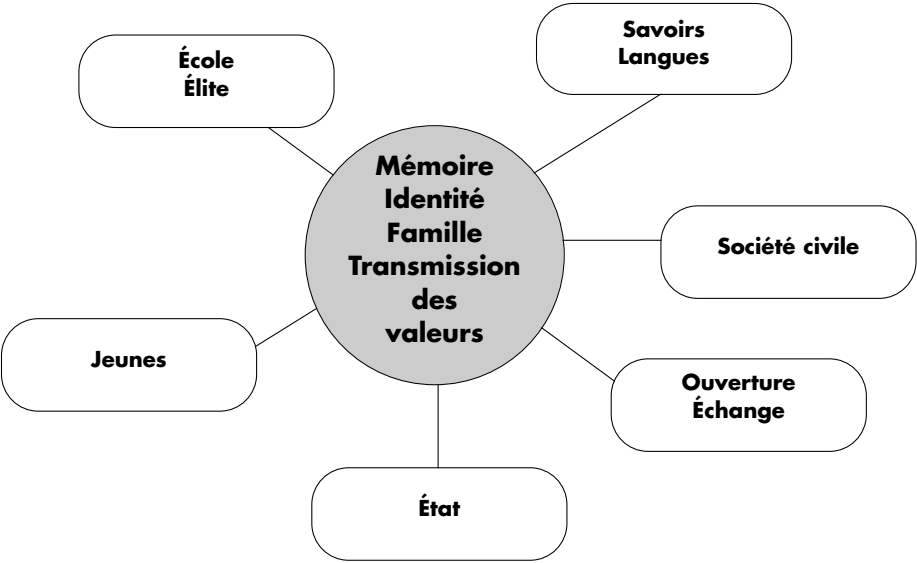
Le principe c'était qu'il fallait se méfier de l'étranger, tout ce qui venait de l'étranger était suspect, et cette mentalité, qui s'est continuée pendant trente ans, est malheureusement encore présente, — je ne donnerais qu'un exemple... J'ai discuté il y a environ trois ans avec des fonctionnaires et des experts de la Banque mondiale venus à Alger pour négocier des accords d'aide avec les cultures algériennes. Ces experts et ces fonctionnaires de différentes nationalités, américains, italiens, néerlandais, au bout de deux ou trois jours de conversations, étaient atterrés de voir l'incompréhension de leurs interlocuteurs algériens. Cette incompréhension était basée sur une espèce de peur, et surtout sur une méfiance. On venait les aider, mais si on venait les aider, c'était suspect. Pourquoi venait-on les aider, qu'est-ce que cachait l'aide que pouvait apporter la Banque mondiale dans le domaine agricole ? Et dans le domaine industriel, c'est pareil, les sociétés étrangères qui ont voulu investir en Algérie ont eu à faire un véritable parcours du combattant. Par exemple Peugeot Algérie... on disait, je crois, changer les mentalités ?

.....

En Algérie il y a comme une perturbation des traditions (traditions au sens le plus noble). Il y a une situation extrêmement perturbée, un rythme, une

4. FAMILLE ET TRANSMISSION DES VALEURS

5. MÉMOIRE ET IDENTITÉ



Il y a un lien très fort entre tous ces groupes de défis : échange et ouverture d’une part, mémoire, identité, et transmission des valeurs, de l’autre. L’identité ne se construit pas par la clôture, mais par la connaissance et le commerce de l’autre. Partout les idéologies autoritaires mutilent le savoir, l’héritage et la religion des familles au profit d’une identité imposée et fermée ; ici, au profit d’un arabo-islamisme réducteur, éloigné des réalités historiques et culturelles complexes du Maghreb.

Constats sur la famille, la mémoire et l’identité

Dès l’indépendance, l’État a cru devoir construire une identité algérienne nouvelle, à partir d’une mémoire tronquée, voire falsifiée et d’une histoire revisitée : comme bien d’autres pouvoirs « jacobins », il a voulu imposer une unité factice, au lieu de reconnaître la diversité et la richesse des cultures qui forment le tissu de ce peuple-en-train-de-naître. On a voulu décréter un peuple algérien et lui dire ce qu’il est, et ce qu’il a été dans l’histoire...

Façonner l’identité d’un peuple à l’identique a donc été un objectif d’oppression : or, l’identité ne se décrète pas et ne peut être l’affaire d’un groupe. La sociologie nous apprend que les ingrédients d’une identité s’ajoutent les uns aux autres : en Algérie, on a tenté d’imposer une identité

vitesse d'évolution trop rapide dans laquelle on manque de stabilité : rien n'est durable, ou très peu de choses. Quand on confronte notre expérience, notre histoire, même la plus récente à celle de nos voisins maghrébins, on se rend compte que là, — au Maroc et en Tunisie — certaines traditions anciennes, cultivées, se maintiennent, et que de nouvelles traditions se construisent et durent. Chez nous ça n'existe pas, la durée, la stabilité de ce qui se construit... Il y a tout à faire et en même temps...

.....

Il y a vraiment un immense chantier et il y a à la fois, une urgence à prendre les choses en mains, et en même temps il y a du temps à prendre... Construire doucement, de façon nécessairement lente : tout en répondant à un certain nombre de situations d'urgence, je crois que nous avons un devoir absolu de proposition, de réflexion, de construction patiente sur un temps très long... des principes, des valeurs, des idées...

.....

Entre ces trois points (école, famille, État), il y a la **mémoire**, ou, je dirai plus : « les savoirs transmis », un patrimoine transmis. Je veux dire que si on en est là, aujourd'hui, c'est en partie parce qu'on a dit aux familles : « Vous ne savez rien ! ».

Il y a eu une coupure avec la parole maternelle, la parole d'origine, avec les cultures maternelles, les langues maternelles, mais également les savoirs des familles. Ce qui me frappe, c'est que tout le monde dit : « Il faut aller expliquer aux gens ». Je suis d'accord, mais est-ce qu'on prend au sérieux le « savoir » qu'ont ces gens, ce savoir qui est là, qui existe ? Ce qui est terrible c'est cette rupture d'avec la parole-mère, la parole de la mère, cette rupture d'avec le savoir des familles : l'école est devenue finalement le premier éducateur. On a fait le blanc sur le premier enseignement, on a coupé les enfants des familles. Et nous avons tous accepté cela (je parle de moi...) par complexe vis-à-vis de la langue arabe, par complexe vis-à-vis de l'Islam... et également par lâcheté... On a laissé faire, en essayant de faire une contre-éducation en dehors de l'école. L'hypocrisie comme principe éducatif ! Une éducation de la schizophrénie : voilà ce qu'il faut dire à l'école, et voilà ce qu'on dit, en dehors de l'école.

Cette coupure également d'avec la religion d'origine. Subitement on a dit aux Algériens : « L'Islam que vous pratiquez n'est pas le bon Islam : il faut refaire l'apprentissage de l'Islam ». Même la façon de se tenir dans la prière, il a fallu tout réapprendre. « Ce n'est pas comme ça qu'on doit se tenir », etc. tout refaire...

L'école a été le moyen de faire cela : nous avons eu un État qui a voulu tout régenter y compris nos rêves et nos bonheurs, la conception même du bonheur...

.....

par amputation. On a coupé dans le passé, récent ou lointain, — dans l'appartenance régionale, indigène (berbère ou arabe), — dans l'héritage global. En réalité, l'identité de l'Algérie, c'est celle que sauront fabriquer pour demain les jeunes d'aujourd'hui, héritiers de ce riche continent culturel.

L'histoire pluriséculaire de l'Algérie a été niée (comme déjà pendant 130 ans de période coloniale). Le pouvoir a affirmé que l'histoire de l'Algérie avait commencé au VII^e siècle de l'ère chrétienne en gommant la longue osmose des cultures où chaque vague a constitué peu à peu le socle culturel d'aujourd'hui, dans la continuité au-delà des ruptures :

– Tout le passé juif de l'Algérie est aussi oublié : arrivés en 70 apr. J.-C., après la destruction du second temple de Jérusalem, les juifs se sont implantés, ont fait souche auprès des tribus berbères (voir le nom même de la *Kahina*).

– Près de trois siècles de christianisme, sur cette terre africaine, attestés par Saint Augustin (né à Thagaste, aujourd'hui Souk-Ahras, en 354 et mort à Hippone en 430), deux papes algériens, des cathédrales, des villes, des noms de lieux et de personnes...

– Le retour des populations chassées d'Andalousie (1492) avec leur art, poésie, musique et architecture... Les deux siècles d'Islam chiite avant le retour du sunnisme...

– Cette culture de l'oubli qui affirme également : « *l'Algérie commence en 1954; elle est née dans la violence* » et magnifie cette violence comme un composant naturel du caractère algérien.

Cette rupture avec le passé et les traditions vivantes s'est faite à tous les niveaux, et principalement entre école et famille : crise de la morale et des valeurs. Rupture également entre les élites et la culture populaire, notamment au niveau de la langue et des références historiques.

D'autres coupures entament la sécurité offerte par la famille, qui reste un refuge dans l'inconscient collectif : l'emprise de la rue, la présence permanente des médias (radio, télévision), la séduction de la mosquée, refuge pour les jeunes et les moins jeunes, frustrés et désemparés par la crise, les contradictions du système; tout cela bouleverse l'univers serein des règles familiales traditionnelles. Des conflits apparaissent entre générations ou options politiques et religieuses, même si la famille reste encore la structure de survie économique par la mise en commun des ressources en situation de crise : chômage, crise de l'habitat, insécurité.

Le Code de la famille redéfinit la femme algérienne dans un statut stéréotypé, issu d'une lecture archaïque des textes fondateurs de la religion et de la culture. Aucune relecture, aucun « *ijtihad* » : des rôles immuables sont dévolus à l'homme et à la femme... Cette loi rétrograde par rapport à l'évolution des sociétés maghrébines est, en fait, mal supportée quand elle arbitre des conflits modernes à l'intérieur des familles. La polygamie d'un

Un des mérites de notre rencontre aujourd'hui c'est d'affirmer avec force qu'il n'y a pas de honte à reconnaître dans la pluralité de la mémoire, la part de tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ont participé ou participent encore à l'Algérie, tous ceux qui peuvent écrire la mémoire de ce pays... l'Algérie est un **continent culturel**. Tout le monde en est d'accord, il faut appréhender le pays, son histoire, ses cultures dans nos diversités ; c'est là un levier très important, un défi à relever, un tabou à lever...

.....

Qui peut nous dire siècle après siècle ce qu'a été l'histoire de l'Algérie ? Qui peut, — en dehors des légendes construites autour de la Kahina, d'Okba Ibn Nafaâ ou de l'Émir Abdelkader — nous parler de la société algérienne, des mentalités, des formes concrètes d'organisation, des institutions ? Qui, en Algérie aujourd'hui peut nous « raconter » l'histoire du schisme de St Donat, du combat contre l'intolérance qui, à un moment donné, a fait rencontrer en Syrie l'Émir Abdelkader et le Cardinal Lavigerie, des échanges et des brassages de population au XVII^e siècle à Alger lorsqu'elle fut presque au centre de la Méditerranée, attirant les « chrétiens d'Allah » pour le climat de tolérance et la relative prospérité économique ?... Un immense chantier reste à ouvrir en ce domaine.

.....

Comment être enrichi et non enfermé par la tradition ?
Comment éviter la reproduction systématique des schémas d'éducation « mère-fille » qui inculquent dès le plus jeune âge le devoir d'obéissance et d'adaptation au système patriarcal ?
Comment aider à considérer l'enfant, fille ou garçon, sur le même plan, comme futur(e) citoyen(ne) ?
Comment repenser et construire l'éducation dans le système scolaire pour amener l'enfant à devenir « autonome » et « responsable » et non « pantin » bien pensant et obéissant.

.....

Je pense qu'il ne faut pas oublier que cette structure familiale avec ce qu'on lui trouve de passéiste ou de gênant pour l'évolution démocratique à propos de la femme, c'est aussi la manière par laquelle nous avons survécu et où, dans les conditions économiques difficiles d'aujourd'hui, le peuple continue à survivre. C'est-à-dire qu'il n'y a pas seulement des aspects négatifs dans ces relations interfamiliales. Il y a un répondant de solidarité et de prise en charge mutuelle, de mise en commun des ressources du milieu qui permet effectivement à un nombre incalculable de jeunes chômeurs qui seraient complètement démunis s'ils n'étaient vêtus et nourris par cette famille.

.....

autre âge, les conditions du divorce, souvent simple répudiation selon le bon vouloir mâle, les conséquences du divorce avec le fameux article 52 qui jette à la rue l'ex-épouse avec ses enfants... Tout cet ensemble accentue les ruptures et les tensions sociales.

La langue est devenue à la fois l'enjeu et le drapeau de cette lutte et le type d'arabisation retenu a généré une régression culturelle perceptible tant au niveau universitaire que dans les échanges quotidiens. On ne peut à ce point négliger et *la langue-de-la-mère* et *la langue de la rue*, ces moteurs puissants de toute culture : le plurilinguisme est une situation relativement fréquente, en divers pays (voir par exemple la constitution espagnole ou helvétique) et l'Algérie n'est pas le seul pays où la langue nationale écrite se distingue des langues parlées (voir le grec, la langue d'oc, le basque ou le breton). C'est une richesse que l'Algérie doit savoir utiliser et développer. La langue parlée véhicule toute l'histoire heurtée du pays : une culture méditerranéenne, brassée d'arabe dialectal, de berbère, de français, d'espagnol, d'italien, sur fond de latin et de grec. La langue algérienne a traversé les âges, expression d'une culture syncrétique, beaucoup plus riche en harmoniques que la seule culture arabo-musulmane du Machrek...

Faut-il revenir à « l'algérien » ? Peut-on dire qu'il existe « une » langue algérienne ? Faut-il reprendre les grands débats de 1962-1963 ? L'arabisation est un fait : et s'il convient d'instruire le procès d'une arabisation conçue et instrumentalisée pour exclure, il ne faut pas négliger ce fait que des millions d'Algériens parlent arabe et que l'usage de cette langue a une dimension maghrébine. Vers un arabe de l'ouest-méditerranéen ?

Une dangereuse cristallisation distingue, comme deux camps opposés, une *berbero-francophonie* d'un côté, et de l'autre une *islamo-algérianité*. Il s'agit là d'une simplification hâtive, abusive et partisane, qui n'est pas forcément voulue d'un côté comme de l'autre. Les partisans de l'algérianité doivent éviter cet écueil, qui n'est pas productif : il ne s'agit pas d'opposer, mais de combiner, pour créer et construire un avenir authentiquement algérien, d'apprendre à gérer cette diversité, pour trouver une harmonie.

Tout un pan de mémoire risque aussi de disparaître : la mémoire du patrimoine architectural, la mémoire du « **bâti** ». Il faut souligner l'importance des pierres sur cette terre : l'importance de Rome, comme des Phéniciens, de l'habitat des Aurès, comme des ksours de Timimoun... La protection et la conservation des monuments est toujours remise à plus tard ; or la visibilité de cette histoire est importante. Il s'agit d'une urgence d'ordre culturel et sans aucun doute aussi, politique : la redécouverte des racines d'un peuple, une tradition multiforme.

Dans l'actualité immédiate existe aussi une volonté de destruction de la mémoire quotidienne, par la censure officielle et l'autocensure : la

Je crois que l'identité collective a été falsifiée dans la mesure où on a voulu décréter pour le peuple algérien ce qu'il est. Alors que ce qu'il est, l'histoire et la sociologie sont là et le disent : il a une histoire multimillénaire, il est une osmose entre des cultures différentes qui en ont fait une, qui ont fait l'Algérie, au plan du peuplement, au plan de la civilisation, que ces éléments divers fussent l'Islam, l'arabité, la berbérité, on prend acte. L'histoire officielle et la pensée officielle ont fait de l'Algérie un pays arabe, musulman, point final. Or c'est beaucoup plus riche que cela, en fait. les études préhistoriques montrent que l'Algérie est peuplée depuis 11 000 ans et qu'il y a une certaine continuité dans la nation, dans ce pays, même si des ruptures ont eu lieu, des invasions, des occupations.

.....

L'arabisation de l'école s'est faite non pas en fonction d'une demande des Algériens, ni en fonction d'une exigence objective de qualité, ni en fonction d'une mesure des besoins de l'économie nationale, de l'enseignement et de la recherche, etc. Elle s'est faite sur décision d'un pouvoir politique qui a instrumentalisé la langue arabe, comme aujourd'hui on instrumentalise l'Islam.

.....

*Comment faire admettre que la diversité linguistique est une **richesse** et non un obstacle ! Il faudrait aborder la question avec le maximum d'objectivité et s'appuyer sur une démarche scientifique, en comparant notre réalité algérienne à celle d'autres pays à travers le monde... Ce que certains désignent sous le vocable « l'algérien » recouvre en réalité un ensemble de variétés linguistiques de la langue arabe, comme il en existe dans tous les pays du Machrek et du Maghreb. On ne peut décrire « l'algérien » comme « **une** » entité linguistique (l'arabe parlé à Tindouf ou Tlemcen est plus proche de celui du Maroc oriental, celui d'Annaba, presque identique à l'arabe parlé en Tunisie). De plus, dans les villes les usages linguistiques dominants consistent en une alternance de langues : arabe, français, berbère...*

.....

Je ne suis pas arabisant, je lis l'arabe, j'écris l'arabe... et je pensais que c'était réglé, je pensais qu'on avait dépassé le problème depuis qu'on nous tuait de manière indifférente, qu'on soit arabisant ou francophone. Dans cette question qui est de l'ordre de l'identité et de la mémoire, je ne peux pas m'empêcher de voir qu'on a parfois tendance à diaboliser la langue, une langue qui est l'arabe et il me semble qu'on refait encore la même chose, on recultive l'exclusion, on recultive le refus de l'autre et toute altérité.

.....

mémoire de ceux qui sont assassinés chaque jour... anonymes, sauf pour les écrivains, journalistes et personnages politiques. Comment construire cette mémoire immédiate ?

Démographie enfin : cette question aussi est, en partie, occultée, — du moins pour le grand public. Des campagnes d'espacement des naissances ont eu lieu, des fetwa ont été lancées et des résultats non négligeables enregistrés : on constate une légère révision, à la baisse, des projections faites pour l'an 2010. Mais les grands médias sont peu utilisés pour ces campagnes, à la différence du Maroc où radios et télévisions y consacrent des émissions quotidiennes (contraception, préservatifs...). Ceci rejoint une question fondamentale : comment la femme, la mère (et la belle-mère) qui sont les « courroies de transmission » des traditions « machistes », sauront-elles évoluer ? Comment vont-elles éduquer leurs enfants, garçons et filles ?

Propositions sur la famille, la mémoire et l'identité

→ Créer un groupe de travail (et de pression) pour une véritable réécriture de l'histoire. Avec l'aide de l'UNESCO et d'ONG intéressées, lancer des opérations de sauvetage ; par exemple, enregistrer en arabe comme en berbère ce qui vit encore de la sagesse populaire : des milliers de pièces, contes, « boqalat », poèmes, récits... mais aussi la musique arabo-andalouse, etc.

→ Participer au développement de **fortes campagnes** (nationale et internationale) pour l'abrogation du **Code de la famille**, — en contradiction avec la Constitution. *Leur faire honte* d'un texte aussi machiste ! Rechercher un puissant logo de combat. Faire un sondage sur ce sujet précis auprès de la jeunesse (garçons et filles) et en publier les résultats. Contacter des ONG internationales pour le soutien à de telles opérations. (Conférence internationale de Pékin).

→ Établir et diffuser des listes d'ouvrages existants qui restituent la **mémoire**. En particulier la mémoire du « bâti », les mémoires croisées des familles et des régions, les mémoires des victimes de la violence... Tenter d'intervenir sur les manuels scolaires d'histoire. Créer un groupe de recherche et d'action en ce sens en collaboration avec des enseignants, des associations de parents d'élèves, des écrivains...

→ Relancer, à un niveau non-polémique, le débat sur le plurilinguisme devant l'échec patent de l'arabisation. Comment préparer l'avenir en respectant les diverses richesses de la population ? L'État ne peut, en fait, ni prendre des initiatives en ce domaine, ni imposer quoi que ce soit. C'est la société civile qui, au bout du compte, parle et vit : le rétablissement progressif du berbère, à l'université et à l'école l'a démontré. Là aussi, mettre en place un groupe de travail pour populariser calmement ces questions dans le grand public.

Pour aider à retrouver cette mémoire collective, je propose qu'avec l'aide de l'UNESCO l'Algérie monte une opération de sauvetage de grande envergure, qu'on pourrait appeler une « opération d'anthropologie d'urgence » : enregistrer les milliers de pièces de la tradition orale algérienne en arabe dialectal ou en berbère qui représente tout un pan de la sagesse populaire algérienne, éminemment partie prenante de notre identité collective. Ce patrimoine culturel oral se perd tous les jours et "chaque vieillard qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle" : si nous ne prenons pas des mesures rapidement, ce sera une partie de notre personnalité de base qui va partir à jamais.

.....

Le Code de la famille fait des ravages en Algérie. Depuis qu'il est en vigueur, depuis 1984, même l'État algérien a honte de faire des statistiques. Il y a une seule femme qui a été courageuse, c'est Madame Aslaoui qui a dit que depuis que le Code de la famille est en vigueur, le nombre de divorces d'avant 1984, on peut facilement le multiplier par quatre et par six. Lorsqu'on sait que dans une famille algérienne, le nombre d'enfants, avec la démographie, avoisine cinq ou six, je vous assure... je travaille aussi avec une autre association SOS Femmes en détresse, on fait du bénévolat avec cette association qui reçoit des femmes qui, après vingt ans, trente ans et même trente cinq ans de mariage, se retrouvent dans la rue, — avec des enfants qui vont à l'école, littéralement dans la rue. Donc c'est un appel au secours. Il faut absolument sauver ces enfants. Par ce biais-là, les empêcher aussi d'aller au maquis.

.....

*Ce qui me préoccupe plus que la nature de l'État, c'est la représentation, l'image qu'en ont les citoyens algériens. La longue histoire du pays, faite d'occupations et de colonisation fait que le rapport à l'État est un rapport d'**altérité** : l'État, ce n'est pas moi !... Les termes employés sont révélateurs : — du mot « beylik », courant en arabe parlé (et qui renvoie à la période turque) : l'État dont on peut profiter — au mot « dawla » : l'État tout-puissant, dominateur, oppresseur jusqu'à la confusion avec le gouvernement : « el hokouma » !*

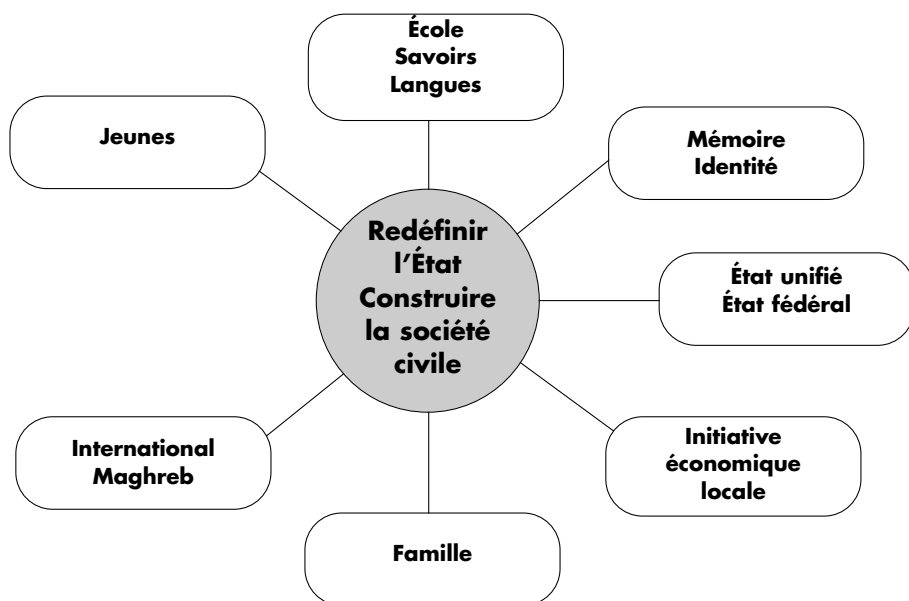
.....

L'exemple que je vais citer, c'est un échec significatif, en 1990 : un problème était pris à bras le corps, à la fois par l'État et par la société et ça a échoué, précisément parce qu'on a confondu l'État et le pouvoir ; le mouvement associatif a été lui aussi victime de ces étroitures. Je m'explique, il y avait des comités de chômeurs, un mouvement à la base, qui avait démarré non pas de la capitale mais de province, de Tiaret, un mouvement de jeunes chômeurs qui a pris de l'ampleur : de très nombreux comités de jeunes chômeurs se sont constitués en Algérie ; ils ont organisé une caravane natio-

6. REDÉFINIR L'ÉTAT

7. CONSTRUIRE LA SOCIÉTÉ CIVILE

8. FORMER LES « ÉLITES »



Cette réflexion doit se poursuivre à ces trois niveaux simultanément :

— *Quel type d'État ?* (et pas seulement les questions de corruption mafieuse, de morale politique ou de course au pouvoir) : État libéral, centralisé, fédéral ? Quelles relations avec l'initiative locale, économique et sociale ?

— *Quelle société civile ?* (et pas seulement le milieu associatif) : comment se construit la société ? Pour quelles solidarités : les entreprises et les travailleurs, les réseaux professionnels, les centres de médiation...

— *Quelles élites ?* Comment la classe dirigeante est-elle recrutée et formée ? Quelles sont les règles de fonctionnement de l'Administration ?

Mais cette recherche exigeante nécessite aussi une double rigueur :

– la volonté de demeurer sur un terrain en amont de la politique des partis (qui doit venir en son temps), et de rester sur le vrai terrain du politique ;

– une sérieuse « irrigation » sur ce qui se passe ailleurs dans le monde. Du fait de la situation elle-même, les intellectuels et les chercheurs,

nale à travers toute l'Algérie pour sensibiliser à ces problèmes. Il se trouve que le gouvernement en place à l'époque a mis sur pied un plan de coopération avec ces comités, c'est-à-dire qu'il y avait des projets très concrets pour chaque localité qui étaient discutés entre les autorités pour débloquer les crédits et les intéressés eux-mêmes, c'était des projets fiables qui correspondaient à des besoins nouveaux. L'important c'est que, d'une part le gouvernement Hamrouche, pour des raisons politiques, est tombé et d'autre part, il y a eu, au sein du mouvement associatif, des courants, des tendances qui, pour des raisons politiques également (puisque le clivage commençait à se faire) ont diabolisé cette action des jeunes chômeurs au point même de leur refuser l'accueil quand la caravane est passée. On a dynamité ce projet.

.....

L'État est en train d'étouffer les quelques germes d'expression de la future société algérienne, et ceci au moment où dans le monde, il y a un mouvement généralisé de décentralisation des pouvoirs centraux vers plus de pouvoir local, au moment où aujourd'hui, la démocratie n'exclut plus le pouvoir local, — au contraire, la démocratie c'est le pouvoir local, ce sont les citoyens, (bien sûr on peut en discuter les formes) mais le mouvement général c'est d'aller vers moins d'État centralisé...

Nous avons hérité, à l'Indépendance, d'une forme d'État centralisé, jacobin et l'une des tâches urgentes pour l'avenir, c'est de s'en défaire. De s'en défaire intelligemment c'est-à-dire à partir de nos données locales, vers plus de pouvoir local parce qu'il y a dans nos traditions algériennes, un embryon de pouvoir local. Il y a dans presque toutes les régions d'Algérie, particulièrement dans les régions montagneuses les djemaâs, aussi bien dans les régions de l'ouest que du centre, que chez les Mozabites qu'en Kabylie. Il y a déjà quelque chose qui fait que les citoyens algériens même émigrés à Paris, à Clichy, etc., sont encore soumis à la loi de la djemaâ...

.....

Je vais dire ce que je voudrais comme État. Je ne veux pas de l'État sans issue, l'État qui m'emmène vers une impasse, je ne veux pas d'État récupérateur, je ne veux pas d'un État désengagé, je ne veux pas d'un État de pénurie, je ne veux pas l'État d'usure de la citoyenneté. L'État que je veux c'est un État qui se développe et qui développe l'organisation de la cité, des liens entre les citoyens, ceux qui produisent les idées, qui créent à partir de ces idées, qui innovent pour améliorer l'environnement dans lequel s'épanouissent tous ces citoyens. Je voudrais d'un État où l'institution présidentielle soit démilitarisée et où l'institution militaire se civilise. Je voudrais d'un État qui mette en pratique ce sur quoi la majorité des citoyens s'accorde comme objectifs pour bien vivre. Je voudrais d'un État de citoyens et non pas d'un État de militaires.

.....

comme les hommes et les femmes de bonne volonté d'Algérie vivent singulièrement en vase clos ; les expériences venues d'ailleurs sont, en la matière, indispensables. Voir les constitutions espagnole, colombienne, canadienne, — les associations paysannes de Tanzanie, — les expériences du sud-est asiatique, etc.

Constats à propos de l'État et de la société civile

Il est clair que dans ce domaine central, des expériences et des analyses multiples entraînent des stratégies différentes, qui peuvent s'opposer, s'affronter ou, là encore se combiner. Plus d'État ou moins d'État ? Par le haut ou par le bas ? Ces deux positions peuvent être schématisées comme suit.

La fonction propre de l'État est de garantir le vivre-ensemble de femmes et d'hommes, la volonté de citoyens qui se reconnaissent un passé et un futur commun, à l'intérieur d'un contrat social implicite ou explicite. Cet État doit être fort pour que, de la cohérence des forces antagonistes en présence, naisse la nation. Dans cette optique, l'État remplit un rôle positif : il sait, il peut, il veut ce qui concerne chacun des défis importants. Il a le monopole de la violence pour faire respecter la Loi. Sur l'école, la jeunesse, la justice, l'ouverture, etc., l'État, jacobin, doit imposer sa direction. On ne peut pas se résoudre à réduire le pouvoir de l'État, sous peine de voir se déliter l'espérance d'une nation.

Mais l'État (actuel ou de toujours) ne connaît pas les besoins réels de la population. Il entend contraindre dans le sens qui convient à une oligarchie ou qui suit une doctrine pré-pensée en chambre ou ailleurs. Il s'oppose au mouvement généralisé dans le monde de décentralisation et de déconcentration des pouvoirs. Dans cette optique, l'État étouffe la société : il ne sait pas, ne peut pas, ne veut pas... et les contre-pouvoirs forts sont seuls à même d'indiquer la voie. Le mouvement associatif est l'image de ces contre-pouvoirs, forces de contestation et de dissidence, mais aussi forces de proposition et d'ouverture vers de nouveaux paysages politiques.

La « politique redéfinie », c'est-à-dire « hors des enceintes », hors des partis, dans la rue, les associations de parents, les groupes de quartiers, les consommateurs : là où la vraie vie se déroule. On doit organiser la réduction des pouvoirs de l'État et le « rectifier » : le minimum d'État nécessaire pour maintenir la cohésion de l'ensemble.

Par le haut **et** par le bas... Si la paix est une pratique sociale, il est clair que la stratégie à mettre en œuvre pour l'atteindre doit interpeller l'appareil d'État et par le haut et par le bas : il faut une articulation entre ces deux voies, sous peine de tomber dans l'anarchie ou le totalitarisme.

*Au-delà, j'espère, de la culture politique personnelle qui conduit à privilégier des signes et à en négliger d'autres, et ainsi à conforter des a priori, je lis dans les 40 dernières années, l'installation d'une « **gestion totalitaire** » du pays, et son combat pour se maintenir. Et, corrélativement à son succès actuel, l'effacement de tout sens civique, la réticence vis-à-vis des institutions de l'État, la débrouillardise individuelle...*

À cela nous ne pouvons opposer qu'une arme : notre volonté de travailler pour une gestion de plus en plus démocratique. Vouloir restaurer l'individu comme membre actif de la communauté, vouloir transformer des sujets sceptiques et indisciplinés en citoyens. Ne plus se perdre à chercher des coupables, à l'intérieur ou à l'extérieur, ne plus se laisser berner dans la fausse recherche d'identités tronquées.

.....

A la fois une réduction des pouvoirs de l'État, et une importance accrue aux rôles qui sont les siens : dynamisation de la société, service public, arbitrage du respect des règles du jeu, justice sociale et solidarité. La grande méfiance de la société civile doit devenir une vigilance et une mobilisation politiques vis-à-vis de l'État (bureaucratie, technocratie, pouvoirs constitués qui ne sont pas prêts de lâcher intérêts et avantages). C'est sur ce point que doivent travailler les contre-pouvoirs.

Pour une partie, la classe dirigeante, l'élite au pouvoir est une bureaucratie d'État : « les cadres de la nation », selon l'expression consacrée. Mise en place avec une fonction transitoire, elle s'est maintenue, sous le poids de la hiérarchie militaire. Elle est cooptée : familiale, régionale, clanique... Elle est hétérogène, formée en Europe, en Irak, en Syrie... Elle est très mobile : rotation rapide d'un poste à un autre...

Face à un État qui annihile maintes tentatives de solidarité, qui récupère les amorces de débats publics pour les empêcher d'aboutir, qui reste fortement lié à l'armée, ne devrait-on pas revoir la structure et le fonctionnement traditionnel de la Djemaâ, restés vivant sur tout le territoire (et jusque dans l'émigration en Europe).

Les règles de fonctionnement de l'État ne sont ni claires ni publiques, ni respectées ! Une réflexion sur ce point comme sur le fonctionnement des administrations serait, sans doute, à reprendre dans un grand débat public, animé par le mouvement associatif (c'est-à-dire les usagers). Le bon sens populaire pourrait ainsi indiquer des voies plus efficaces que le patchwork actuel de règles bureaucratiques éparées venues de France ou d'Union Soviétique.

Véhiculée par la culture, l'image du chef domine l'État et la société civile ensemble : *sans le chef rien ne bouge, il faut en référer au chef!* Il y a vénération de l'homme en place, du chef de clan, du vieux. Très peu de délégations sont accordées aux jeunes... dans un pays où la très grande majorité des citoyens, justement, est jeune ! Retrouver le respect pour l'expérimenté, plus que pour l'ancien.

Mais c'est bien « par le haut » que se prennent les décisions. C'est « par le haut » que l'école fondamentale a été mise en place, ou que le Code de la famille a été imposé. Il en résulte que c'est « par le haut » qu'il faut tenter de faire fléchir le pouvoir. Des forces de proposition peuvent initier des changements importants. Le slogan pourrait devenir : « se faire récupérer », en agissant publiquement comme à travers les médias, exactement sur un point où le pouvoir est obligé de passer.

Voici quelques exemples d'actions conjointes de ce type entre le mouvement associatif et les ministères avec l'appui organisé des médias :

- Le vote de la loi de 1989 sur les Associations.
- La fin du tabou concernant les enfants naturels (« enfants du péché »).

– Le décret sur « la concordance de nom » entre « kafil » et « makfoul ».

– La résistance des femmes de 1952 à 1984 contre les projets successifs de Code de la famille, et le combat continue, aujourd'hui. Il est possible de battre en brèche le pouvoir, de faire évoluer la réglementation, la législation, à condition qu'il y ait un débat public national ; la société civile peut faire plier l'État. Ne pas oublier qu'il y a des contradictions à l'intérieur de l'appareil d'État, ni que dans toute l'administration, les fonctionnaires sont autant de citoyens militants ou mobilisables pour rectifier l'État.

Au pouvoir central et à ses méfaits, on est tenté d'opposer la décentralisation, où le pouvoir se rapproche du citoyen. En Algérie comme ; ailleurs (ou plus qu'ailleurs ?), il convient de veiller au caractère féodal des pouvoirs locaux ; une certaine dose d'esprit fédéraliste (sans même aller jusqu'à l'idée d'une Algérie fédérale) doit garder à l'esprit tous les risques des clans, territoires et autres principautés : le risque d'émirats épars.

Propositions à propos de l'État et de la société civile

→ Organiser des rencontres maghrébines des sociétés civiles sur des sujets concernant l'État. Sur ce chapitre les défis sont communs avec le Maroc et la Tunisie : entre autres la formulation d'un statut des cadres et de la formation des décideurs.

→ Sensibiliser les fonctionnaires et mobiliser ceux qui sont prêts à collaborer dans des groupes de travail : former des groupes de pression sur tel ou tel point : il y a des espaces de débats sur de nombreux sujets, en phase avec une stratégie de la paix.

→ Préparer une action forte contre le Code de la famille : le Conseil national de transition (CNT) a ratifié les textes de la Convention internationale de Copenhague, mais avec *des réserves* concernant en particulier le statut des femmes et des enfants. De même aux différentes conférences internationales récentes. Promouvoir une stratégie unitaire, un réseau multiforme d'action.

→ De même préparer une action contre la « Charte de l'éducation nationale » de 1975, qui a instauré à l'école « l'entité arabo-islamique » en négligeant toute la richesse de l'Algérie.

ENVOI

Dissoudre la méfiance

C'est le moteur de ce type de rencontre : le premier pas vers la paix et la reconstruction de la société algérienne commence par ce moment capital où la méfiance se dissout. Nous l'avons vécu ensemble et convions le lecteur à s'engager sur cette voie.

Une rencontre de ce type (facile à organiser, mais difficile à vivre) vaut autant par la démarche que par son produit. Les matériaux qui précèdent, si vous les lisez avec attention, témoignent de cette avancée, ensemble, sur les sentiers de la paix : nous n'avons pas abouti à des *thèses* ou à une *plate-forme*, nous ne présentons pas de *programme*.

Nous voulons seulement populariser cette *démarche* et cette *pratique* d'écoute mutuelle dans le respect des différences. Relisez les *propositions*, — toutes à l'infinitif — : chacun peut tenter, avec d'autres, d'en conjuguer quelques-unes.

Nous espérons voir naître ainsi, partout où cela sera possible, des **cercles de la paix** pour préparer une paix durable. Les forces de vie existent, nous les avons rencontrées ! Il faut les faire converger pour l'emporter sur les forces de mort et tisser ensemble la toile de la paix en Algérie...

Algérie, tisser la paix !

